

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 272. — 5 FEVRIER 1966



(Archives - T.S.)

LA FIN DE L'ALIBI

(page 3)

APRÈS L'ACCORD C.G.T.-C.F.D.T.

L'opinion d'un militant F. O.

Alors que les dirigeants de Force Ouvrière affirment qu'il n'y a rien de changé au parti communiste et à la C.G.T., sa « courroie de transmission », nombre de militants F.O. s'interrogent sur la portée de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. et redoutent que leur centrale soit isolée.

C'est notamment l'opinion de Maurice Labi, secrétaire de la Fédération des industries chimiques, dont on connaît les partisans en faveur de l'unité syndicale.

A propos de l'accord C.G.T.-C.F.D.T., Maurice Labi écrit dans la revue « La Révolution prolétarienne » : « L'accord interconfédéral comporte en lui-même sa propre dynamique et il faut être aveugle pour ne pas voir qu'il ne constitue qu'une étape dans la vie politique française. Les dirigeants de la C.G.T., sur la lancée soviétique de libération et de déstalinisation, mettront tout en œuvre pour justifier, par ce succès et d'autres, qui suivront, leur politique nouvelle. Les dirigeants de la C.F.D.T. ne font que suivre, à un niveau plus élevé, le processus déclenché depuis de très nombreuses années d'intégration au sein de la classe ouvrière et de sa laïcisation, ce qui les aidera dans leur ambition de « construire la grande centrale démocratique ».

Chacun y trouvant son compte, les intérêts des uns et des autres se rencontrant, il est donc naturel que la C.G.T. et la C.F.D.T. demeurent fidèles à l'accord du 10 janvier et l'approfondissent encore dans l'avenir. »

En ce qui concerne Force Ouvrière, nous avons souligné que le prochain congrès serait marqué par l'affrontement des « paritaristes » et des planificateurs. Labi, pour sa part, s'élève contre le « paritarisme » « qui permet au patronat de donner l'illusion à la masse des travailleurs... sans bourse délier ».

Une telle doctrine ne peut être soutenue que par ceux « auxquels la notion de rapports de force et celle des deux classes antagonistes, paraissent échapper ou semblent révoquer ».

Et Labi d'ajouter : « Le risque grave que court la C.G.T.-F.O. dans l'avenir est d'incarner l'image du couple F.O.-C.N.P.F. signant l'accord sur les quatre semaines de congés payés, qu'in'a pas apporté grand-chose aux travailleurs tout en donnant l'illusion d'une importante réalisation sociale. »

On sait, en effet, que la quatrième semaine avait été obtenue dans beaucoup d'usines par la lutte syndicale et que les « petites et moyennes entreprises » continuèrent à se faire tirer l'oreille après l'accord en question.

Dordogne : Réunion du C.E.S.

A la demande du C.E.S. de Bergerac, deux membres du planning familial périgourdin sont venus, le 25 janvier, exposer ce qu'est leur mouvement. La causerie a été suivie d'un débat, très animé, de plus de deux heures. Le même sujet avait déjà été traité en 1964 et suivi avec le même intérêt.

Propositions du P.S.U. après le meeting de la Mutualité

Lettre du Bureau national du P.S.U. au Secrétaire national du P.C.F., au Président de la Fédération Démocrate Socialiste, au Secrétaire général de la S.F.I.O., au Président du Parti Radical :

Cher camarade, Huit jours après la manifestation de la Mutualité qui a rassemblé des milliers de Parisiens, l'intention du gouvernement gaulliste d'étouffer le scandale Ben Barka devient de plus en plus manifeste, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Le P.S.U., qui avait pris l'initiative du meeting de la semaine dernière, estime que les partis de gauche doivent de nouveau se réunir, afin d'étudier ensemble les moyens de tenir les engagements pris à la Mutualité par leurs orateurs et d'imposer que toute la lumière soit faite et que les coupables soit châtiés, quels qu'ils soient.

Le P.S.U. propose, en particulier, que les partis de gauche étudient avec les organisations syndicales les moyens de faire de la commémoration du massacre de Charonne (8 février 1962) une grande manifestation du peuple de Paris, exigeant la révocation du ministre Frey.

Nous vous suggérons de nous réunir dans la journée de jeudi et prendrons contact avec vous pour étudier les modalités pratiques d'une telle réunion.

Croyez... Edouard Depreux, Secrétaire national du P.S.U.

Réunions du Parti

Vendredi 4 février. — Limoges-Etudiants : Marc Heurgon et Jean-Claude Gillet.

Samedi 5 et dimanche 6 février. — Dijon : week-end des sections étudiantes de Dijon et Besançon avec Georges Servet.

Mercredi 9 février. — Saint-Dizier avec Marc Heurgon.

Jeudi 10 février. — Toulouse-Etudiants avec Gilles Martinet.

Chalindrey et Langres avec Marc Heurgon.

Rhône : une nouvelle section

Une nouvelle section vient de se constituer à la Z.U.P. de Rilleux, dans l'agglomération lyonnaise. Pour tous renseignements, s'adresser à la secrétaire : Louise Véricel, 41, Z.U.P. Rilleux.

Lyon : meeting sur l'affaire Ben Barka

La Ligue des Droits de l'Homme organisée, avec la participation de Pierre Vidal-Naquet, une grande réunion publique le jeudi 3 février à 20 h 30, mairie du 6^e arrondissement, 58, rue de Séze, Lyon (6^e).

Toutes les organisations de gauche ont été invitées à y participer.

André Barthélemy y prendra la parole au nom du Parti Socialiste Unifié.

A propos de l'affaire Ben Barka

Communiqué de la Fédération Nationale des Syndicats de Police (C.G.T.)

La Fédération Nationale des Syndicats de Police (C.G.T.) se faisant l'interprète du sentiment de nombreux fonctionnaires de police, à propos de l'affaire Ben Barka, s'indigne du rôle joué par certains policiers au nom de la raison d'Etat, et qui jette le discrédit sur l'ensemble du corps.

A cette occasion, la Fédération rappelle sa position constante, à savoir : que la police doit être au service exclusif de la Nation et des citoyens, qu'en aucun cas elle ne saurait servir des intérêts particuliers, que les fonctionnaires de police ne doivent jamais sortir des limites de leur mission traditionnelle qui est d'assurer la sécurité des biens et des personnes, et non de participer, quels qu'en soient les motifs à des actes illicites, voire, au sens juridique du mot, criminels.

Elle renouvelle son opposition absolue à l'existence de polices dites « parallèles », demande que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que les véritables responsables soient châtiés.

Petites annonces

● Jeune homme, célibataire, formation commerciale, bonnes références, cherche emploi, temps complet ou partiel. Ecrire à « Tribune Socialiste », 81, rue Mademoiselle, qui transmettra.

● Cherche appartement situé de préférence près gare Paris-Austerlitz. Ecrire à « Tribune Socialiste », 81, rue Mademoiselle, qui transmettra.



HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS complète en 7 volumes illustrés

pour 36 F par mois

avec, sans supplément, le tome VII augmenté et mis à jour fin 1965

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 36 F ou 3 versements de 135 F ou 390 F comptant, sans aucune majoration, malgré l'augmentation de prix prévue pour le septième volume dont une nouvelle édition, mise à jour au 31 décembre 1965 et considérablement augmentée (environ 58 pages), est actuellement sous presse. Vous pouvez ainsi, grâce au bon ci-dessous, recevoir immédiatement pour examen les 6 premiers volumes, franco de port et d'emballage, et avec le droit de retour qui vous permettra, si vous étiez déçu, de les renvoyer avant 5 jours, dans leur emballage d'origine. Si, comme nous en sommes persuadés, vous conservez ces 6 volumes, vous recevrez dans un mois environ, le nouveau tome VII, enrichi de nombreux aperçus sur l'évolution politique et sociale de ces dernières années et vous n'aurez, malgré l'augmentation du prix de ce volume, aucun supplément à payer. Cette facilité ne pouvant vous être accordée que pendant 15 jours, il n'y a pour vous que des avantages à mettre, dès aujourd'hui, à la poste le bon ci-dessous puisque le droit de retour élimine pour vous tout risque.

La critique internationale

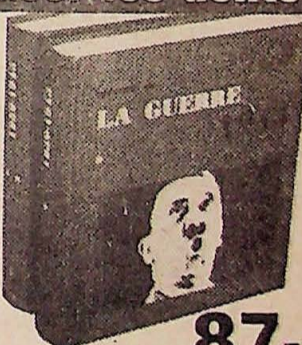
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7^e Veuillez m'adresser pour examen les 6 premiers tomes de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous les renvoie pas dans les 5 jours, dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 390 F comptant en 3 mensualités de 135 F en 12 mensualités de 36 F, et vous m'adresserez, dès parution, le tome VII revu et augmenté sans supplément de prix.

Nom..... Profession..... Adresse..... No de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

un livre qui fera grincer les dents

GALTIER-BOISSIERE nous donne enfin une HISTOIRE DE LA GUERRE 39-45 anti-conformiste!



87 F. pendant 15 jours encore

Gaullistes, pétainistes, communistes, anglophiles ou phobes, germanophobes ou philes, voici un ouvrage qui déplaîra à tous, à droite comme à gauche... Sauf à ceux qui aiment la vérité et le talent. Galtier-Boissière est un esprit libre : le célèbre directeur du Crapouillot n'a jamais été inféodé à aucun parti. Cette indépendance absolue lui permet d'étaler le dessous de toutes les cartes, de montrer les fils secrets qui tirent les avantageuses marionnettes que nous avons vu s'agiter



sur la scène du monde et, en laissant parler les témoins les plus gênants, les documents les plus accablants, de déboulonner les plus vénérables statues. La vérité historique éclate ainsi à chaque page de cet ouvrage de bonne foi, écrit d'une plume endiablée, avec la féroce allégresse du justicier et qui restera comme l'histoire de la fois la plus solide et la plus passionnante de la Guerre 39-45. Ses 744 pages sont réunies en 2 forts volumes reliés toile 2 couleurs, illustrés de 465 documents choisis non pour leur attrait esthétique mais pour leur authenticité et dont les légendes sont souvent des chefs-d'œuvre d'humour noir. L'ouvrage bien que déjà paru, est pour quinze jours encore en vente à la Librairie Pilote au prix de souscription de 87 F (ou 3 mensualités de 30 F) au lieu de 96 F (ou 3 mensualités de 33 F) prix définitif, et avec droit de retour. Hâtez-vous donc de profiter de ces conditions exceptionnelles, en demandant immédiatement les 2 volumes pour examen gratuit : vous pourrez toujours renvoyer dans les cinq jours cette œuvre explosive si décidément son irrévérance vous choque.

BON pour examen gratuit à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 22 rue de Grenelle Paris 7^e. Veuillez m'adresser l'Histoire de la Guerre 39-45 de Galtier-Boissière. Si je ne renvoie pas dans les 5 jours les 2 volumes intacts dans leur emballage d'origine, je réglerai par chèque chèque postal à votre C.C.P. PARIS 13905 31 mandat, le montant total soit 87 F la 1^{ère} de 3 mensualités de 30 F.

Nom..... Profession..... Adresse..... No C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

VIETNAM :

Le débat est ouvert aux U.S.A.

JOHNSON a hésité. Mais, finalement, il a repris les bombardements sur le Nord-Vietnam.

Au même moment, le délégué des Etats-Unis à l'O.N.U., M. Goldberg, demandait la réunion du Conseil de Sécurité, tout en faisant savoir qu'il ne s'opposerait pas à ce que le Front National de Libération du Sud-Vietnam soit invité aux débats du Conseil.

En apparence, on en est revenu à peu près au même point qu'avant la série des trêves de Noël et du Têt (les fêtes qui marquent le début de l'année dans le calendrier chinois) :

- Les combats terrestres sont encore plus amples et plus acharnés ; 40.000 soldats américains combattent dans les marais et dans la jungle ;

- Les raids au nord du 17^e parallèle reprennent, sous le prétexte d'empêcher ou de limiter l'aide du Nord-Vietnam aux maquisards du Sud ;

- Les Etats-Unis s'efforcent plus que jamais de rejeter sur les Vietnamiens (combattants du Sud et gouvernement de Hanoi) la responsabilité de la guerre.

Le choix est plus clair

CEPENDANT, derrière cette reprise de la guerre, il faut voir l'affaiblissement de la position américaine, qui est immense.

La vérité est que personne de sensé — y compris Johnson — ne croit plus à la « victoire ». Le choix est devenu plus clair : ou bien les forces armées américaines vont s'enliser profondément dans une guerre sans issue, et qui devient impopulaire, ou bien, il leur faudra prendre le risque d'attaquer la Chine.

Or cette perspective de l'ultime escalade, l'opinion américaine l'accepte moins que jamais. La semaine dernière, on a assisté à ce spectacle singulier — sur lequel la presse française s'est montrée bien muette — du président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, M. Fulbright, criblant de questions, avec l'aide d'autres sénateurs qui ne sont nullement « de gauche », le secrétaire d'Etat Rusk.

Le défi de Fulbright

M. Fulbright a mis le gouvernement Johnson au défi de justifier par un résultat quelconque les « énormes sacrifices en vies humaines et en argent ». Il a accusé le gouvernement d'avoir pris inconsidérément des engagements qui pourraient mener à une troisième guerre mondiale. M. Rusk était visiblement sur une défensive gênée.

Ces nouvelles dispositions d'esprit, de la part de personnages qui ont toujours soutenu Johnson dans sa politique indochinoise, sont évidemment le résultat d'un double processus :

1 Pour la première fois depuis huit ans, l'opinion internationale pèse sur les décisions de l'Amérique. Et elle pèse dans le sens de la paix. Il ne faut négliger aucun des éléments qui ont concouru à créer cet état de fait. Le dernier élément en date est l'obstination avec laquelle le Vatican s'oppose à la poursuite de cette guerre. On peut imaginer que la puissante Amérique a fait de grands efforts pour se libérer d'une telle pression. Mais, dans les conditions présentes, l'influence du Tiers Monde s'exerce sur le

Vatican, qui est lui-même comptable vis-à-vis de l'opinion du Tiers Monde.

2 Le vent tourne en Amérique même. Johnson a beau expliquer que l'effort de guerre n'entre pas en concurrence avec son programme social intérieur (la « Grande Société »), lorsque le Sénat doit voter des rallonges de crédits, il y a contradiction entre les besoins sociaux et les nécessités de la guerre. C'est pourquoi, la contestation opposée à l'escalade est sortie des cercles pacifistes et des milieux universitaires, pour gagner l'opinion parlementaire moyenne. Ni Rusk, ni Johnson, ne peuvent se dispenser maintenant de recourir au Parlement pour obtenir une confirmation des pouvoirs très larges qui avaient été concédés à l'Exécutif en 1963. Le débat s'ouvre devant le peuple américain. Le « Vietcong » a obtenu là un succès politique aux conséquences immenses.

Paul Parisot.

Communiqué de la Fédération de Paris du P. S. U.

L'offensive diplomatique des Etats-Unis se termine comme le parti de la guerre préventive le souhaitait : les bombardements du Nord-Vietnam ont repris, le danger de l'extension du conflit augmente chaque jour.

Le P.S.U. a proposé à ses partenaires de la gauche, une campagne d'action commune réclamant la cessation des bombardements au Nord-Vietnam, la reconnaissance du F.N.L. du Sud-Vietnam, l'ouverture de négociations avec le F.N.L., l'évacuation des troupes étrangères.

Le P.S.U. appelle donc ses militants à participer également à la manifestation organisée devant l'ambassade américaine, le jeudi 3 février à 19 h.

AFFAIRES

Le patronat confirme l'orientation libérale de sa charte

Le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) vient de tenir son assemblée générale semestrielle. On chercherait en vain du nouveau dans les thèses développées au cours de ses travaux, en particulier par le président Georges Villiers, et dans les déclarations publiées à l'occasion de cette assemblée.

Le C.N.P.F. affirme au contraire plus que jamais son attachement au libéralisme économique déjà exprimé avec force dans sa « charte » du 19 janvier 1965, qui fut critiquée, non seulement par la gauche, mais aussi par les milieux gaullistes les plus technocratiques. On sait d'ailleurs qu'une partie du patronat, mécontente de la politique européenne du Pouvoir et du contrôle des prix maintenu à la faveur du plan de stabilisation, a beaucoup contribué à mettre de Gaulle en ballottage (ainsi qu'il résulte d'un sondage effectué à la veille du 5 décembre auprès des présidents-directeurs généraux de sociétés). Cette fraction du patronat, après avoir soutenu Lecanuet au premier tour, a naturellement reflué vers de Gaulle au second tour.

On lui a sacrifié Giscard, mais il n'est pas sûr qu'elle ait gagné au change avec Debré... L'assemblée du C.N.P.F. s'est d'ailleurs gardée de toute allusion au changement de titulaire du ministère des Finances. Par contre, elle a célébré de façon éclatante le profit comme moteur de l'expansion économique et comme moyen de faire face à la concurrence internationale. Plus que jamais, il importe selon le patronat français de favoriser le capital, de limiter la hausse des salaires et des dépenses sociales, de laisser aux chefs d'entreprise toute liberté de manœuvre tant en ce qui concerne les rapports avec leur personnel que la politique économique de l'Etat. Plus que jamais charbonnier est maître chez soi... et maître d'imposer sa politique.

Et si une telle orientation suscite les réserves des animateurs du Centre des jeunes patrons écartés de la direction du C.N.P.F., elle est par contre confirmée par l'accession à la vice-présidence du syndicat patronal de M. Ambroise Roux — ancien directeur de cabinet du ministre M.R.P. de l'Industrie Louvel dans plusieurs gouvernements de la IV^e République et directeur de la C.G.E. — aux côtés de MM. Marcel Meunier, Emmanuel Mayolle et Paul Huvelin.

Hostilité à la politique étrangère gaulliste

Ce n'est pas un mystère que les dirigeants du patronat français n'ont guère apprécié la rupture des pourparlers intervenue en juin dernier au sein du Marché commun et qu'ils redoutent que l'industrie ne fasse les frais d'une reprise des conversations sur le plan de l'agriculture.

Georges Villiers a souligné à ce sujet devant l'assemblée générale que « la crise du 30 juin dernier fait peser une incertitude grave sur l'avenir du Marché commun et, par là, sur les politiques de développements définies par nos entreprises ». Et le président du C.N.P.F. d'ajouter : « Les contacts ont été repris, mais l'avenir est loin d'être dégagé ; pour qu'il se réalise, il va falloir que les six gouvernements, appuyés sur leur opinion publique, manifestent la volonté d'entente indispensable. »

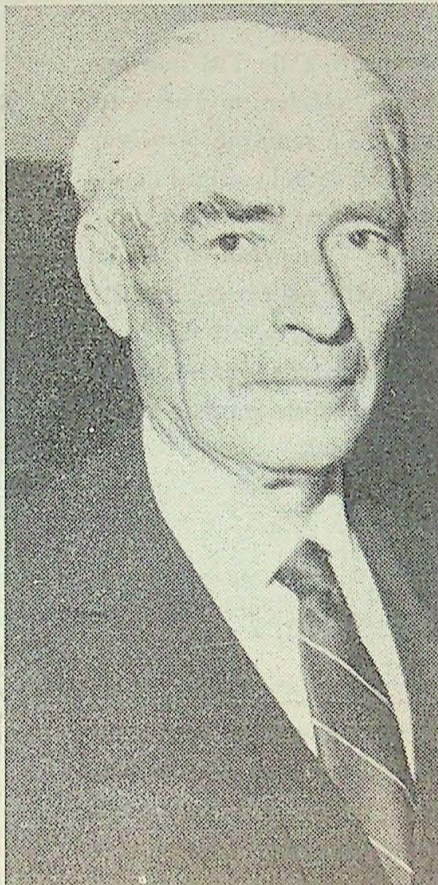
Georges Villiers a regretté également que « l'échéance du 1^{er} janvier, respectée en ce qui concerne le désarmement douanier interne n'ait pas été aussi l'occasion d'affirmer, par le respect des accords antérieurs sur le tarif extérieur commun, la volonté des Six de mener une véritable politique commerciale extérieure commune ».

D'autre part, le C.N.P.F. affirme son orientation européenne en insistant sur la nécessité « de reprendre le plus tôt possible le travail d'harmonisation des politiques et des législations... ».

On sait d'ailleurs que le patronat français se plaint volontiers de l'ampleur des charges sociales qui pèsent sur notre industrie, estimant qu'elles sont supérieures à celles qui existent dans les pays voisins (ce qui n'est nullement démontré).

Autre point de désaccord avec l'actuelle politique gouvernementale : les accords commerciaux avec les pays communistes, que le C.N.P.F. considère comme peu bénéfiques.

Regrettant que « la politique commerciale vis-à-vis des pays de l'Est ne soit pas concertée entre les six pays », Georges Villiers a déclaré à ce sujet « qu'il est d'ailleurs inquiétant que la France s'engage isolément dans une opération de libération dont les dangers sont imprévisibles ; les données de la concurrence sont en effet entièrement faussées avec les



G. VILLIERS. — Trois points de désaccord, mais sur l'essentiel ?...

pays à commerce d'Etat dont les systèmes de prix sont artificiels, et qui n'offrent aucune réciprocité réelle sous forme de débouchés librement ouverts à nos entreprises sur leurs propres marchés ».

Troisième point de désaccord : les investissements étrangers. La déclaration publiée par le C.N.P.F. sur le financement des investissements précise que « le concours de capitaux étrangers ne doit pas être systématiquement découragé et, à plus forte raison, écarté au risque de les pousser à s'investir dans des économies concurrentes ».

Il est vrai qu'une lutte efficace contre la pénétration des capitaux américains en particulier ne se conçoit guère qu'à l'échelle européenne. Il est intéressant en tout cas de noter que cette position du C.N.P.F. rejoint celle des milieux gaullistes les plus liés au capital financier. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les récentes déclarations de M. Chalandon, ancien secrétaire général de l'U.N.R., favorable lui aussi aux investissements étrangers.

L'hostilité clairement affirmée — sous un angle technique — des dirigeants du patronat français à certains aspects de la politique étrangère gaulliste donne à penser, entre autres faits, qu'un gaullisme sans de Gaulle (en admettant qu'il soit possible) se traduirait sans doute par un retour au conformisme atlantique.

Limitation de la hausse des salaires

On ne sera pas surpris non plus que M. Villiers ait déclaré que « les hausses de salaires, qui n'apportent que désordre et inflation lorsqu'elles sont excessives, doivent donc être l'objet de toute notre vigilance ».

Tout aussi naturellement, le président du C.N.P.F. a regretté que la hausse moyenne des salaires ait été dans le passé « très au-dessus de l'accroissement de la productivité

nationale, et donc des taux compatibles avec la stabilité des prix » et a invoqué la concurrence internationale pour prêcher la limitation de l'augmentation des salaires.

Dans une période récente, le patronat a été soutenu par le gouvernement — qui donnait l'exemple dans le secteur public — lorsqu'il s'opposait aux revendications syndicales. Toutefois, il n'a pas toujours suivi les recommandations gouvernementales (notamment les fameux 4 % annuels de Debré) parce que le marché de la main-d'œuvre était relativement favorable aux salariés en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (et tant que durait la guerre d'Algérie).

Les dirigeants du C.N.P.F. le savent bien ; c'est pourquoi ils insistent sur l'importance de la formation professionnelle, tout en souhaitant qu'elle reste sous le contrôle des chefs d'entreprise.

Selon M. Villiers, « l'insuffisance du personnel qualifié est, dès maintenant, ressentie ; elle imposera inévitablement sa limite à la reprise économique ».

Le président du C.N.P.F. a également fait état des mutations d'emploi résultant de l'évolution économique, et de leurs conséquences sociales, ce avec les syndicats de régimes complémentaires de retraites, de régime paritaire d'allocations complémentaires de chômage et à préconiser le développement de réadaptation professionnelle des adultes (problème qui, avec l'indemnisation du chômage partiel, devrait faire l'objet des prochaines conversations entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales).

Eloge du profit

Jamais l'éloge du profit, la volonté de recourir aux règles du capitalisme libéral ne s'étaient manifestés aussi clairement que dans le document publié par le C.N.P.F. sur le financement des investissements.

On peut y lire en effet : « C'est à cette tâche essentielle de restaurer les profits de l'économie française au niveau des économies étrangères que doivent s'attacher, dans un effort commun, les entreprises industrielles et commerciales, qu'elles soient publiques ou privées. »

Bien sûr, ces profits doivent servir à assurer l'autofinancement, mais on nous explique que cet autofinancement ne saurait suffire, notamment pour la création d'entreprises nouvelles et le développement de nouvelles techniques de production. Les experts du C.N.P.F., ne voulant pas pour cela du recours aux organismes publics, sont amenés à souhaiter « la distribution par les entreprises de bénéfices substantiels, ce qui facilite d'ailleurs la formation de l'épargne et, par voie de conséquence, le développement d'un marché financier ».

D'où la nécessité par ailleurs pour ce marché de drainer tous les capitaux disponibles : « Les capitaux liquides de tous ordres, et notamment l'excédent des dépôts de chèques postaux, les excédents de trésorerie des caisses de crédit agricole, devraient s'y négocier. »

Aussi bien ce point de vue est conforme à celui qu'ont fait prévaloir les représentants des banques au sein de la Commission de financement du V^e Plan. Cependant, ladite commission a reconnu que le Trésor et la Caisse des Dépôts finançant traditionnellement « le logement social, les investissements des entreprises nationales, les équipements des collectivités locales et les prêts gouvernementaux consentis à l'étranger », ces besoins risquaient d'être sacrifiés. Voilà qui augure bien des mesures sociales annoncées par nos gaullistes !

Le C.N.P.F. préconise enfin une série de mesures, parmi lesquelles « une large détaxation des profits des entreprises et des revenus des particuliers pour qu'ils puissent s'investir ». Il parle même d'une « franchise d'impôts en faveur des bénéfices non distribués et réinvestis ».

Remise en cause de la notion d'entreprise publique

Il reste à savoir toutefois si le retour aux règles d'or du capitalisme peut permettre une relance des investissements qui ont baissé ces dernières années de façon inquiétante, au point que l'expansion économique future s'en trouve compromise.

Le traitement que les dirigeants du patronat français entendent voir réservé aux entreprises publiques mérite qu'on lui fasse un sort particulier. Il tend à rien moins qu'à remettre en cause la notion d'entreprise publique, la fonction que remplit ce type d'entreprise dans l'intérêt général.

Le C.N.P.F. demande pratiquement



Ambroise ROUX. — De la fonction publique à l'industrie, une ascension remarquée.

que les entreprises nationales soient assimilées aux entreprises privées, qu'elles « aient des prix de revient comparables à ceux des entreprises similaires étrangères, publiques ou privées, étant entendu que les pouvoirs publics se doivent de les libérer des contraintes arbitraires et onéreuses dans lesquelles les enserrme un arsenal législatif et réglementaire dépassé ».

Il faut souligner à ce sujet que si une autonomie de gestion des entreprises publiques est souhaitable, ces données n'ont pas pour but d'assurer des profits, mais de favoriser — même par des activités non rentables — le développement économique du pays.

Il est vrai qu'en demandant la suppression des subventions à ces entreprises qui « alourdissent le budget général », le C.N.P.F. condamne au passage « le maintien des prix de vente à des niveaux artificiels sans rapport avec la vérité économique » (prix dont bénéficient cependant nombre d'entreprises privées).

Le C.N.P.F. reconnaît toutefois « la nécessité de maintenir à titre transitoire des subventions aux organismes dans lesquels un plan de réduction des activités doit être établi pour tenir compte des impératifs sociaux ».

On voit mal, par exemple, comment la S.N.C.F. pourrait, avec la suppression des subventions, équilibrer un budget désarticulé par la baisse des recettes marchandises, résultant elle-même du fléchissement de l'activité économique. Faut-il dès lors procéder à une « contraction » du réseau ferroviaire (le gouvernement y songe), supprimer les lignes les moins rentables au risque d'anémier encore les régions « sous-développées » ?

On voit mal aussi comment, en l'absence de certaines subventions, les entreprises publiques pourraient procéder à « la fourniture des matières premières de base et des énergies à des prix compétitifs » (revendication formulée dans le texte du C.N.P.F.).

Il est vrai qu'il est à la mode de remettre en cause la notion de nationalisation, en prenant pour prétexte les imperfections réelles qui existent dans le fonctionnement des entreprises publiques. Non seulement les tenants d'une politique centriste le font tous les jours, mais François Mitterrand lui-même a cru devoir sacrifier à cette mode en déclarant, pendant la campagne présidentielle, qu'il pouvait être parfois nécessaire de procéder à certaines « dénationalisations »...

Pour ce qui est du C.N.P.F., il a au moins pour lui une apparente logique.

Le patronat aura-t-il satisfaction ?

Dans quelle mesure le patronat a-t-il lieu de se féliciter de l'actuelle politique gaulliste, voire de la progression des thèses libérales dans certains milieux ? Si l'on en juge par les déclarations de M. Villiers, le C.N.P.F. estime que « des notions élémentaires, mais essentielles et souvent discutées jusqu'à une époque

récente, sont admises par les Pouvoirs publics et à peu près unanimement dans l'opinion : on reconnaît que le profit et l'autofinancement conditionnent l'expansion, que l'économie de marché et la concurrence sont les systèmes qui assurent la meilleure efficacité économique... » Et le président du C.N.P.F. ne se limite pas à des principes généraux. C'est avec une évidente satisfaction qu'il poursuit : « On situe à sa véritable place la mission du Plan qui peut être qu'indicative ; on affirme qu'une autorité responsable doit être solidement établie à la tête de l'entreprise ; on se préoccupe de contrôler l'accroissement des dépenses de la Sécurité sociale ». Et d'énumérer des mesures qui ont été prises ou qui sont en préparation et concernant « des domaines importants, tels que le marché financier, la fusion des entreprises, la formation professionnelle ».

Cependant, cette satisfaction du C.N.P.F. n'est pas sans nuances ; les dirigeants patronaux s'inquiètent des idées qui ont cours dans certaines fractions de l'opinion proches du Pouvoir. « On y admet, a déclaré Georges Villiers, le profit et les droits de l'épargne, mais on discute de l'appropriation de l'autofinancement, on y reconnaît l'autorité nécessaire, dans l'entreprise, mais on propose des réformes, faussement présentées comme une simple adaptation du droit allemand, et qui paralyseraient, en fait, l'exercice de l'activité par la cogestion... »

A vrai dire, nous ne croyons pas que les projets de participation des travailleurs à l'autofinancement, à l'accroissement de l'actif, de transformation des salariés en actionnaires, toutes les thèses sur le « pan-capitalisme » défendues par exemple par M. Capitan, soient de nature à charmer beaucoup le patronat. Plus sérieuse serait toute mesure qui élargirait les droits syndicaux et tendrait à la reconnaissance légale du syndicat dans l'entreprise, c'est-à-dire qui renforcerait son pouvoir de contestation.

Que fera Michel Debré qui, après avoir reçu les représentants des industriels, va recevoir les responsables syndicaux ? Lâchera-t-il un peu sur les salaires dans le secteur public, encourageant ainsi les revendications dans le secteur privé ? Imprimera-t-il à l'économie une orientation plus technocratique, moins libérale que son prédécesseur, c'est-à-dire en fin de compte moins favorable au patronat ?

Il ne dépend pas seulement des intentions gouvernementales que ce dernier ait ou non satisfaction. Cela dépend avant tout de la combativité des travailleurs, de la pression que les syndicats seront en mesure d'exercer pour s'opposer à une politique capitaliste. Cela dépend aussi de la capacité des forces de gauche syndicales et politiques à concevoir un type de planification à la fois plus rigoureux et plus démocratique que le système actuellement en vigueur.

Maurice Combes.

liales communes » (qui est destiné soit à rassembler en une société l'ensemble des activités, soit pour produire une matière de base aux so-



(Photo Kagan)

Henri Claude : il brosse un tableau complet de « ces princes qui nous gouvernent ».

même que l'analyse des différentes formes de contrôle par le marché. Des tableaux clairs et complets concernant les monopoles individuels, les sociétés de leasing. De même, le problème fondamental aujourd'hui, notamment dans le domaine de la force de frappe, de l'ingérence des monopoles dans les affaires de l'Etat (recherche scientifique) est analysé en détail. Dans le domaine de la sous-traitance, qui peut être, comme le rappelle Henri Claude, occasionnelle ou permanente, l'évolution du sous-traitant, surtout dans le cas où il a de nombreux concurrents, et même finalement dans l'absolu, est étroitement liée aux besoins et aux choix des blocs dirigeants. A cet égard, et sans entrer dans les considérations politiques qui peuvent animer les sous-traitants, l'analyse de ceux-ci et celle de leurs possibilités dans les cadres capitalistes actuels nous ont semblé insuffisantes.

Les familles dirigeantes actuelles

Comme nous le disions plus haut, la caractéristique essentielle du gaullisme, et plus profondément celle du capitalisme monopoliste d'Etat, est d'asseoir le pouvoir politique sur le pouvoir économique. C'est essentiellement ce que contient la troisième partie de l'ouvrage d'Henri Claude : « L'oligarchie financière et le contrôle de l'Etat ». Les deux premiers chapitres en particulier donnent un certain nombre de renseignements sur les interférences des familles et des banques dans les affaires de l'Etat, le dernier chapitre et la conclusion du livre étant une reprise par l'auteur, qui d'ailleurs y fait souvent référence, des possibilités de changement préconisées par les communistes et qu'il citait dans un de ses ouvrages précédents : « Gaullisme et grand capital ».

Au total, un livre qui, par ce que l'on trouve dans ses analyses et ses nombreux tableaux (sait-on qu'aujourd'hui Hachette couvre 80 p. cent de la presse et de l'édition française ?), doit être lu non seulement par des économistes, marxistes ou non, mais de façon plus générale par tout militant.

Paul Sauzet.

(1) Henri Claude, La concentration capitaliste : Pouvoir économique et pouvoir gaulliste - Editions sociales - 12,30 F.

ANALYSE

Où en sont les monopoles français ?

Achevé d'imprimer l'avant-veille du premier tour des élections présidentielles, le dernier ouvrage du rédacteur en chef d'« Economie et Politique » Henri Claude (1) paraît donc au moment où Valéry Giscard d'Estaing, après avoir occupé, en tant que secrétaire d'Etat ou ministre, sept ans le fauteuil de la rue de Rivoli, laisse celui-ci à Michel Debré. On sait depuis le dernier remaniement ministériel du 8 janvier que celui-ci est désormais ministre de « l'Economie et des Finances », ce qui signifie que ses pouvoirs seront accrues par rapport à ceux de son prédécesseur, dans un sens qui n'a pas été précisé, le pouvoir ayant préféré s'attacher à la prétendue rivalité Debré-Pompidou. Debré a parait-il mis un certain nombre de conditions à sa rentrée dans le gouvernement Pompidou, autre façon de faire croire à cette opposition factice. Mais il est quand même revenu, malgré le maintien de son « rival », qui ne l'empêchera pas de pratiquer sa politique. Cette politique n'est pas celle d'un seul homme ni même celle d'une équipe, mais plutôt celle d'une couche d'argentiers qui détiennent en même temps que le pouvoir économique le pouvoir politique, une des caractéristiques essentielles du régime issu du 13 mai, régime de capitalisme monopoliste d'Etat. Sans s'étendre très longuement sur cet aspect proprement politique du gaullisme, puisque son ouvrage analyse la concentration des pouvoirs économiques dans les vingt dernières années, Henri Claude brosse un tableau complet des ramifications politico-économico-familiales de ces « princes qui nous gouvernent ».

Le rôle croissant des banques

Après avoir redonné les principales définitions dans une introduction, Henri Claude examine dans une première partie les facteurs essentiels de la concentration capitaliste. S'il analyse avec justesse ce qu'il nomme les causes particulières à la France (nationalisations, effondrement du système colonial), en revanche, d'une part, on peut contester l'idée que le Marché commun soit, comme l'écrit Henri Claude, une des causes particulières à la France et l'accélérateur de la concentration capitaliste. L'évolution récente du néo-capitalisme de l'Europe occidentale face à la fois à l'impérialisme américain et au développement du bloc soviétique, donne justement toute son importance à l'évolution du Marché commun. Certes, dans le domaine agricole, le général de Gaulle a la position que l'on sait, mais la récente réunion de Luxembourg, qui doit se reproduire dans quelques semaines, montre que, si, d'une part, de Gaulle cherche à s'éloigner de l'influence américaine, la France et ses cinq partenaires sauront bien définir une « voie de salut » pour les intérêts capitalistes qui sont en jeu et surtout ceux des banques dont le rôle dans le cadre du Marché commun est insuffisamment mis en valeur dans le livre de Henri Claude. C'est d'ailleurs une des remarques principales que l'on peut faire à propos de cet ouvrage, après un septennat gaulliste.

Des chiffres éloquentes

Pourtant, la deuxième partie de l'ouvrage d'Henri Claude qui est la plus longue de loin et qu'il a intitulée « Les procédés concentrationnistes utilisés » est riche de chiffres et renseignements divers dans les différents domaines où la concentration monopoliste intervient. H. Claude y distingue : l'accumulation, la fusion et les différentes formes de contrôle : financier, économique. Dans le cas de la fusion, H. Claude rappelle les cinq formes de fusion utilisées par les groupes capitalistes : absorption, fusion, absorption de filiale, scission-fusion, apport partiel d'actif. Ces différentes formes masquent souvent la réalité, mais les chiffres, en particulier la comparaison avec l'avant-guerre, sont éloquentes : de 1900 à 1945, 794 fusions ; de 1945 à 1964 : 1.802 fusions. Le procédé des « fi-

ciétés constituantes, soit pour produire un matériau nouveau qui demande des investissements considérables) permet aux patrons de répartir et d'accroître les bénéfices, sans parler des multiples moyens qu'ils ont à ce moment de contourner le fisc. Partout, comme dans les différents chapitres consacrés au contrôle, le rôle des banques d'affaires est bien mis en lumière : que ce soit par la sous-traitance, par les brevets ou les procédés de leasing ou du factoring, le plus récent d'entre eux, de

Réponse à « Combat »

Jean-Claude Vajou a bien voulu dans « Combat » faire connaître ce qu'il pensait de mon article « Un point d'histoire ».

Il écrit d'une part que « au nom de la simple vérité historique, j'ai en parfaitement raison de rétablir les faits ».

Par contre, questionne-t-il : « Etait-ce vraiment l'instant le mieux choisi pour faire revivre ces lamentables journées, dix ans après ? »

Et il me reproche de mal servir ainsi le regroupement de la gauche auquel il me sait particulièrement attaché.

A ces commentaires, je voudrais répondre, simplement, sans aucun esprit de polémique.

Comme lui je regrette, en 1966, d'être encore sensibilisé par 1956. Et personnellement l'idée ne me serait point venue de remettre ce passé en actualité... si Guy Mollet n'en avait lui-même, le premier, rappelé certains faits de manière inexacte. Se faire, J.-C. Vajou le dit, n'aurait donc pas permis de rétablir la vérité.

Eh bien oui ! La vérité, cela compte. C'est même en la respectant que doivent se conjuguer les efforts de tous ceux qui souhaitent le regroupement des forces de gauche. Et si on en tire comme leçon pour notre avenir politique que la gauche doit respecter, au pouvoir, les engagements qu'elle prend devant les électeurs, je ne pense pas qu'on la desserve.

C'est, au contraire, en ne respectant pas les engagements pris qu'on écarte encore de la gauche ceux dont nous avons nécessairement besoin pour qu'elle devienne majoritaire.

Et c'est pourquoi ceux qui, avec moi, ont cette exigence, n'ont pas été « ennuyés », loin de là, par les précisions que j'ai estimé de mon devoir de leur apporter.

J.-Cl. Vajou comprendra, je l'espère, que l'avenir de la gauche ne saurait se construire sur l'équivoque. Et que les « jeunes » et les « indécis » préfèrent la franchise au silence.

D'autant plus que « ces vieilles histoires qui nous ont fait vomir » ne sont pas notre fait et que nous considérons ce jugement de J.-Cl. Vajou comme la meilleure preuve de son accord de fond avec notre opinion.

Que J.-Cl. Vajou se rassure, notre énergie ne se dépensera pas dans ces querelles. Nous avons effectivement mieux à faire, au sein du P.S.U.

Nous préférons donner la priorité aux idées et aux propositions constructives.

Mais nous voulons aussi éviter le renouvellement des « erreurs » du passé.

J.-Cl. Vajou nous le reprocherait-il ?

Harris PUISAIS.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

DES MILLIARDS POUR CELA EN VAUT-IL LA

L'hebdomadaire américain « U.S. News and World Report » vient de publier un entretien avec le Dr Warren Weaver. Les lecteurs de « T.S. » en pourront rester insensibles à l'évocation de problèmes qui concernent l'évolution du monde. Aussi sommes-nous reconnaissants à notre excellent camarade Henri Laugier, ancien secrétaire général adjoint de l'O.N.U., de nous avoir communiqué ce texte important. Le Dr Weaver est, en effet, un mathématicien de réputation internationale qui a acquis une grande expérience dans de nombreux domaines scientifiques comme éducateur, comme éditeur et comme administrateur de deux des plus grandes fondations nationales des Etats-Unis.

Il est membre du conseil d'administration de la Alfred P. Sloan Foundation et a appartenu à la Rockefeller Foundation pendant vingt-huit ans. Il a contribué à définir la politique de la National Science Foundation et de nombreux autres organismes publics ou privés.

Le Dr Weaver, ancien président de l'American Association for the Advancement of Science, vient de recevoir le premier « Arches of Science Award » de la Pacific Science Center Foundation, qui comporte un prix de 25.000 dollars.

Lorsqu'on maintient à un niveau très élevé les dépenses consacrées à la science et à la technologie, la question majeure est la suivante : « L'argent est-il bien dépensé ? Le Gouvernement fédéral — de loin le plus gros dépensier — pourrait-il faire meilleur usage des milliards qu'il déverse sur les laboratoires universitaires, la science de l'espace, et autres projets grandioses ? »

N'y a-t-il pas quelque secteur pratique, tel point vital de la science que l'on néglige dans la course pour atteindre la lune ? Où en est-on pour le cancer, la vieillesse, la santé morale ?

On trouvera des réponses à ces questions dans cet entretien avec le Dr Warren Weaver, éminent homme de science, qui, comme éducateur et administrateur, s'est trouvé mêlé de très près à la recherche en de nombreux domaines.

Question. — Dr Weaver, la science est-elle devenue désormais une « grosse affaire » dans ce pays ?

Réponse. — Quelque chose qui est très proche de la science est certainement devenu une grosse affaire et, en un sens, la science elle-même est devenue une grosse affaire.

Expliquons-nous en reprenant ces deux fameuses initiales de Washington : R et D. Nous continuons à parler du « Budget R et D », ce qui signifie, évidemment, recherche et développement. En fait, on devrait exprimer cela en sens inverse et on devrait dire D et R.

Q. — Est-ce à cause de la manière dont l'argent est dépensé ?

R. — En 1965, notre budget national D et R est d'à peu près 20 milliards de dollars, dont presque 15 milliards viennent du Gouvernement fédéral. Mais, sur cette somme, il n'y a que 2,5 milliards de dollars affectés à la recherche fondamentale. Le reste va à la recherche appliquée et au développement, le développement représentant environ 66 %. Qui dit développement, dit utilisation industrielle ; c'est de la technologie, mais ce n'est pas de la science.

Donc, pour commencer, on ne doit pas considérer ces 21 milliards de dollars comme de la science.

Q. — Mais 2,5 milliards de dollars pour la science seule, cela fait encore une somme considérable.

R. — Cela fait encore beaucoup d'argent — un budget énorme comparé à celui d'une famille — mais c'est terriblement peu par rapport à d'autres éléments de comparaison. Dans notre pays, nous dépensons plus de 7,5 milliards de dollars par an pour le tabac.

Q. — Où vont tous ces milliards ?

R. — Environ 95 % du budget fédéral D et R vont à l'Administration nationale pour l'aéronautique et l'espace, à la Commission de l'énergie atomique et au Département de la Santé et de l'Education. Ces principaux bénéficiaires sont essentiellement des organismes à mission orientée, ce qui veut dire qu'un pourcentage important de cet argent est dépensé pour des fins précises. A peine 1,5 %, par exemple, va à la Fondation scientifique nationale, laquelle n'a pas de mission orientée, en ce sens qu'elle n'a pas une mission

spécifique en vue de développer une arme ou de vaincre une maladie particulière.

En général, les grandes idées qui se développent dans le monde de la science, si étrange et improbable que cela paraisse, sont le fruit de la curiosité et non pas de l'urgence.

Q. — Que voulez-vous dire ?

R. — Il y a encore un nombre considérable de gens qui pensent que l'on peut résoudre n'importe quel problème, pourvu qu'on y mette deux milliards de dollars et qu'on dise : « Nous allons faire ça d'urgence. » C'est ainsi qu'il y a eu quantité de suggestions pour le problème du cancer

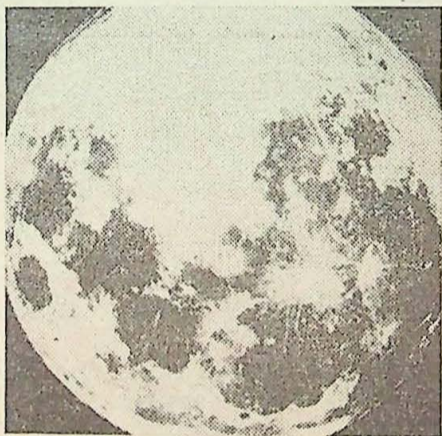


Photo Agip.

La course à la Lune : une énorme dépense de prestige, mais jamais avec le souci d'organiser les étapes.

(qui, d'ailleurs, n'est pas un problème, mais un vaste réseau de problèmes). Nous sommes actuellement victimes de l'idée que si l'on dispose d'assez d'argent, on peut résoudre tous les problèmes d'une manière ou d'une autre.

Seulement ce n'est pas du tout comme ça que les choses se passent dans le monde de la science. Regardez les grandes découvertes scientifiques : comment se sont-elles produites ? Les grandes idées jaillissent quand vous laissez leur liberté (liberté de penser, liberté par rapport à toute contrainte) à des individus hautement capables d'intelligence, d'imagination, de dévouement à la recherche et que vous laissez suivre à leur guise leur propre curiosité de découvrir les lois de la nature.

Q. — Est-ce que cette sorte de liberté est suffisamment assurée par le gouvernement ?

R. — Je ne le pense pas, même à présent. Nous avons augmenté notre aide à la science, nous l'avons fait en un sens généreusement. Mais je ne crois pas que l'aide dont je parle soit encore suffisamment développée.

Supposez que vous disiez à un fermier : « Mon ami, je veux que vous consacriez 90 % de votre temps, de votre énergie et de vos ressources à moissonner, et je veux que vous consacriez seulement 10 % de votre temps, de votre énergie et de vos ressources à semer, à fertiliser et à cultiver. » Cette méthode, vous vous en doutez, ne réussirait pas à la longue. Vous ne pouvez pas continuer à

moissonner sans penser un peu à semer, à fertiliser et à cultiver vos champs.

Nous avons ainsi un manque d'équilibre entre le soutien massif qui est affecté au développement et, d'autre part, le soutien tout différent et de beaucoup plus fécond que nous devrions attribuer avec toute la liberté et toute la souplesse qui s'imposent, à la recherche purement scientifique.

Q. — Est-ce que les départements militaires sont, de loin, les plus grosses parties prenantes des 20 milliards de dollars ?

R. — Ce sont les plus grosses, mais pas tellement de loin. La N.A.S.A. est aujourd'hui une très grosse partie prenante, de même que la Commission pour l'énergie atomique. Ce sont de grosses parties prenantes.

Q. — Y a-t-il des répercussions de ces investissements militaires et spatiaux qui soient utiles à la recherche civile ?

R. — Sans aucun doute. Il y a des répercussions utiles. Prenez la N.A.S.A. : on est forcé de s'y attacher à développer des types nouveaux d'appareils et de matériel capables de résister à des conditions très spéciales de température, de radiations, de bombardements de toute sorte. Il est certain que des conséquences très importantes peuvent découler de ce genre de recherches.

On exige de la N.A.S.A. qu'elle produise des instruments plus sûrs en matière de télécommunications. Il y a beaucoup à en attendre. Il en va de même des urgences en faveur de la micro-miniaturisation à partir du programme de la N.A.S.A. Ils ont là un pressant besoin d'engins qui fonctionnent de manière sûre, qui soient plus petits et plus légers et qui exigent moins d'énergie ; il en résultera certainement des conséquences générales très importantes.

Naturellement, ces programmes entraînent aussi toute une série de conséquences économiques. Voyez le prix du terrain. Voyez le volume de l'emploi. Il y a là des conséquences considérables.

Q. — Pourtant, les votes montrent que dans ce pays bien des gens pensent que dépenser 20 ou 30 milliards de dollars pour un seul programme — pour aller dans la lune — cela ne vaut pas la peine.

R. — Assurément, je fais partie de ceux qui n'approuvent pas la course à la lune telle que nous cherchons à la réaliser.

Q. — Que lui reprochez-vous ?

R. — Trop de précipitation. C'est un facteur déplorable. Si nous faisons les choses plus tranquillement — si nous avons pris séparément tous les éléments qui constituent ce programme, pour les soumettre à des séries d'études préliminaires rigoureuses et méticuleuses avant d'essayer de les recombinaisonner et pour vérifier ce qui devait fonctionner ou non — nous économiserions énormément d'argent.

Certes, ce serait plus long. Et alors ? Si nous faisons tout cela comme une course ridicule contre les Russes, je pense que c'est tout simplement stupide. La lune va rester là, et ces problèmes ne vont pas s'envoler. Je pense qu'en ce moment nous dépensons décidément trop d'argent. Nous mobilisons exagérément les compétences techniques de la nation. Nous utilisons trop de matériel stratégique, de façon trop concentrée sur le programme de la lune. Je ne crois pas que ça en vaille la peine.

Q. — Que feriez-vous de cet argent ? Comment pourrait-il être mieux dépensé ?

R. — Il y aurait bien des façons. Comme 30 milliards de dollars est un chiffre qui dépasse totalement la capacité d'imagination d'un quelconque citoyen de ce pays, j'ai fait une liste, il y a deux ans, de ce que représentent 30 milliards de dollars en valeurs tangibles. Voyons cette liste. Avec 30 milliards de dollars, on pourrait accorder une augmentation annuelle de 10 %, pendant dix ans, à tous les enseignants des Etats-Unis ; on pourrait attribuer à deux cents petits collèges 10 millions chacun ; financer les études de cinquante mille

savants dans des établissements d'enseignement supérieur pour 4.000 dollars par an ; construire dix écoles nouvelles de médecine à 200 millions chacune ; construire et subventionner des universités complètes dans plus de cinquante pays en voie de développement ; créer trois nouvelles Fondations Rockefeller de 500 millions chacune. Nous pourrions faire tout cela avec 30 milliards de dollars.

Mais, en réalité, le problème de l'argent est secondaire. Je me soucie beaucoup plus du détournement de savants et d'ingénieurs qui pourraient être employés dans des secteurs plus productifs.

Q. — Donc vous contestez les arguments en faveur d'une exploration de l'inconnu qui mériterait un tel effort ?

R. — C'est évidemment très bien d'explorer l'inconnu, mais nous devons faire preuve d'un peu de bon sens à cet égard. Essayons de voir cela dans le concret.

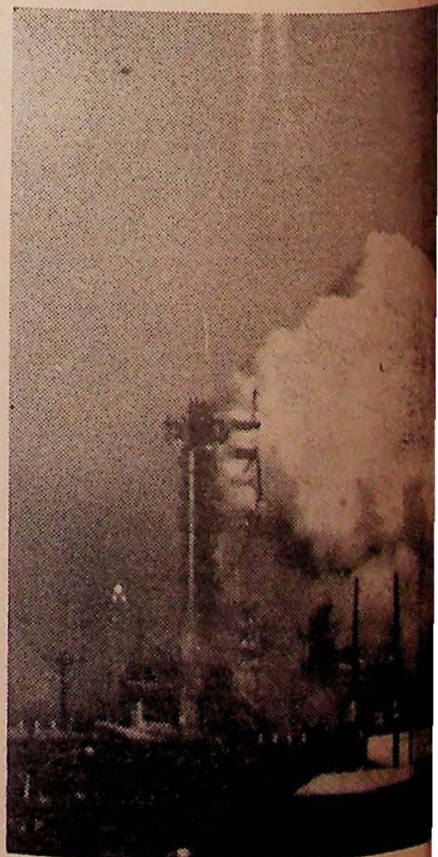
En Angleterre, le grand astronome Fred Hoyle, lorsqu'il a commencé à exprimer non seulement son opposition, mais sa répugnance à l'égard de certaines propositions visant les recherches spatiales, déclarait qu'il n'y a rien de plus immoral que de dépenser trop d'argent pour trop peu d'idées.

Bon. Combien d'idées ces adeptes de la lune ont-ils avancées ? Et cela les mène à résoudre combien de questions vraiment fondamentales ?

A mon avis, on peut compter sur les doigts de la main les questions importantes et fondamentales auxquelles ils peuvent espérer répondre ou répondre partiellement, et j'en conclus qu'à ce stade le projet ne vaut pas 30 milliards de dollars. Peut-être aurait-il raisonnablement valu 500 millions de dollars sur cinq ans.

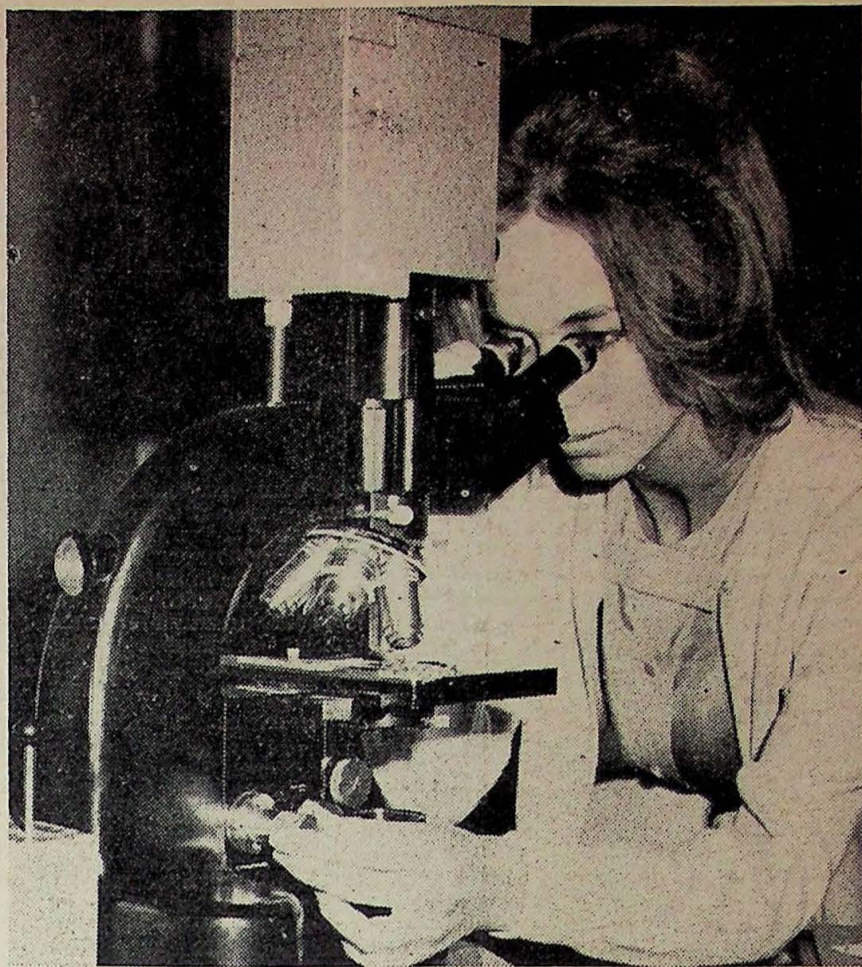
Illustrons la chose autrement. Supposons que je sois assez ridicule pour vous dire ceci : « Savez-vous qu'il y a cinq hectares de terrain en plein milieu du Sahara que personne n'a jamais examinés ? Ce qu'on y trouvera, nous n'en savons rien. C'est un mystère complet. Voilà une gageure. Ne me demandez pas ce qu'il y a à trouver car personne n'y est jamais allé. Relevons ce défi de l'inconnu. Dépensons un milliard de dollars pour y aller voir, pour passer au crible ces grains de sable jusqu'au dernier et voyons un peu ce que nous trouvons dans ce bout de terrain perdu au milieu du Sahara. »

C'est absurde ! Parfaitement absurde ! Autrement dit, quand vous mettez à invoquer la pure curiosité et à poser en principe qu'il faut explorer l'inconnu, vous gardez le devoir intellectuel et la responsabilité



On ne fait rien pour

LA SCIENCE A PEINE ?



(Photo A.D.P.)

De l'argent gâché au détriment de l'enseignement, de la recherche et du développement.

sociale et morale de conserver un minimum de bon sens.

Regardons dans les directions qui promettent. Regardons dans les secteurs où l'on peut avoir quelques solides et lucides raisons de trouver des choses passionnantes et importantes.

Q. — Y a-t-il des secteurs importants de la science que l'on néglige ?

R. — Je pense qu'il y en a.

Q. — Lesquels ?

R. — Je prendrai un excellent exemple. Pendant les vingt-cinq dernières années, nous avons assisté à un développement houleux, mais formidable, des bases mêmes de la biologie, de ce qu'on appelle ordinairement la biologie moléculaire, la science des mécanismes précis du processus génétique.

Q. — La genèse de la vie ?

R. — Oui, le code génétique, l'histoire de la vie. Nous avons fait d'énormes progrès. Nous allons en faire encore bien davantage, mais il y a une branche apparentée qui offre sans doute les plus vastes perspectives pour les vingt-cinq années prochaines et qui reçoit jusqu'ici une aide extrêmement mince.

Q. — Pouvez-vous être plus précis ?

R. — J'emploierais d'abord un terme assez impressionnant que je vais prendre soin d'expliquer. Il s'agit de la neuro-physiologie moléculaire.

Nous commençons juste à voir les aperçus et les techniques qui nous permettraient, pour la première fois dans l'histoire de l'homme, de découvrir vraiment quelque chose des relations qui existent entre le cerveau et la pensée, d'avoir quelques lumières sur la façon dont nous apprenons, dont nous oublions, dont nous nous souvenons.

Voyez-vous, nous savons déjà cette chose absolument incroyable, qu'en un sens, nous n'oublions jamais rien. Tout ce que vous avez fait depuis toujours, y compris quel jour de la semaine tombait votre troisième anniversaire, par exemple, est emmagasiné dans votre cerveau. Vous ne pouvez pas l'y trouver. Vous pensez que vous ne savez pas quel jour de la semaine était votre troisième anniversaire. Mais le fait est que vous le savez. C'est dans votre cerveau. Et on peut l'en faire jaillir, c'est un fait, par une stimulation électrique.

Ce que cela représente pour l'amélioration des méthodes d'éducation dépasse tout ce qu'on peut en dire. Nous ne devrions perdre aucune parcelle de notre temps ou du moins de notre temps d'activité consciente à ne faire qu'emmagasiner des faits. Il est absurde de gâcher ainsi des moments d'activité consciente. Les faits

pourraient tout aussi bien s'accumuler dans votre cerveau pendant votre sommeil, si seulement vous saviez comment faire. Si nous savions comment emmagasiner des faits et comment les retrouver, nous n'aurions pas besoin d'y consacrer le moindre instant de notre vie consciente.

Q. — Vous dites qu'on a commencé un certain travail dans ce secteur ?

R. — Un assez bon travail pour qu'il soit parfaitement évident que pendant les vingt-cinq prochaines années nous ferons d'énormes progrès.

Je suis sûr qu'il y a de grandes possibilités dans plusieurs domaines de la recherche, mais quand je vois ce que l'on pourrait faire, à coup sûr, dans celui-ci au cours des dix années à venir si l'Institut d'études biologiques Salk recevait pour cela 25 millions de dollars, je suis assez attristé à l'idée qu'un ou deux échecs du programme spatial coûte bien davantage.

Q. — Et les autres branches ? Faites-vous assez pour les recherches sur le cancer ? Sur les maladies du cœur ? L'apoplexie ? Les troubles mentaux ?

R. — Pour le cancer, je doute très sincèrement qu'il suffirait de doubler tout à coup les crédits pour obtenir le double de résultats. Tout simplement parce qu'on ne fait pas de recherches sans hommes. Il faut disposer d'hommes hautement compétents. A tout prendre, les chercheurs hautement compétents en matière de cancer paraissent en ce moment correctement soutenus.

Q. — Cela est-il vrai des autres branches ?

R. — Ayant été pendant plusieurs années président du Comité de la politique scientifique à l'Institut Sloan-Kettering pour la recherche sur le cancer, je connais mieux la recherche dans ce domaine que dans les autres. Mais il y a beaucoup de ressemblances.

Il y a des problèmes, voyez-vous, que l'on peut résoudre en les abordant par le haut, d'autres qui doivent être résolus en remontant à partir de la base.

Nous avons longtemps pensé que le problème du cancer pouvait être pris de haut en bas. Tout l'effort de la chimiothérapie, pour laquelle le pays a dépensé des millions de dollars, visait à trouver un produit chimique qu'il suffirait de faire avaler pour soigner le cancer.

Bien qu'on ait beaucoup appris de ces recherches, et qu'il y ait eu quelques résultats positifs, il est maintenant évident que la façon la plus rentable d'étudier le cancer est d'étudier les caractéristiques de la cellule elle-même. Là est l'origine du phénomène et c'est là que nous apprendrons comment attaquer les problèmes. Il faut commencer par le bas.

A l'Institut Sloan-Kettering, nous n'abandonnerons, en aucun cas, nos efforts en chimiothérapie, car les progrès ont été très utiles. Mais nos grands programmes nouveaux visent la biologie cellulaire, la génétique, la virologie, les procédés d'immunisation, tout ce qui est à la base du problème du cancer. C'est ce même cheminement, de bas en haut, qui doit être suivi dans les autres domaines.

Q. — Etes-vous optimiste en ce qui concerne la découverte d'un traitement du cancer ?

R. — Nous sommes sur la voie. Nous avons dégagé les problèmes. Nous connaissons les difficultés. Le chemin à suivre est clair. C'est une question de savoir pour lesquelles nous savons parfaitement que, dans des délais raisonnables, des progrès très substantiels seront obtenus dans la lutte contre le cancer.

Je n'aime pas beaucoup que l'on parle d'une « approche décisive » parce que ce que l'on appelle le problème du cancer correspond à un vaste éventail de problèmes. Il y a, voyez-vous, quatre-vingt-cinq types de cancers différents du point de vue physiologique, qui apparaissent de façons différentes et qui relèvent certainement de traitements différents. Ainsi, il s'agit de tout un ensemble de problèmes.

Dans le domaine du cancer, nous savons ce que nous devrions faire, et nous le faisons. Nous le faisons avec un personnel de premier ordre et, dans l'ensemble, avec une aide convenable.

Q. — Où en est-on en gérontologie ? Faites-vous quelques progrès dans la compréhension du phénomène du vieillissement ?

R. — Nous n'avons pas encore déterminé la nature exacte du problème fondamental ; pourquoi l'organisme vieillit-il comme il le fait ? Nous avons de très bonnes raisons biologiques de penser qu'il pourrait ne pas en être obligatoirement ainsi, que la cellule en elle-même possède pour ainsi dire une sorte de permanence, qu'elle n'est pas nécessairement vouée à la détérioration.

Q. — Voulez-vous dire que les gens pourraient être immortels ?

R. — A vrai dire, je n'aime pas faire miroiter l'idée d'une sorte d'immortalité, parce que je dois admettre que, même à mon âge, ça ne semble pas particulièrement séduisant. Mais je ne crois pas que nous ayons tiré au clair jusqu'ici les problèmes essentiels qui sont à la base de la gérontologie aussi bien que nous avons pu le faire dans d'autres domaines. Nous devons continuer à y travailler.

Q. — Dr Weaver, s'il est vrai que la plupart des gens veulent vivre éternellement, pourquoi n'a-t-on pas consacré plus de recherches à ce problème ?

R. — Je ne pense pas que la plupart des gens souhaitent vivre éternellement.

Q. — N'est-il pas exact qu'un bon nombre d'entre eux le souhaiteraient s'ils ne vieillissaient pas ?

R. — Ah ! nous y voilà... En vérité, je ne vois pas l'intérêt qu'il y aurait à prolonger des vies inutiles, des vies malheureuses ou des vies pleines de souffrances. Je pense même que c'est un véritable crime moral que de perpétuer des vies de douleurs. Et, pour être tout à fait brutal et pratique, de faire durer des vies économiquement désastreuses, de maintenir en vie des gens inutiles à un prix désastreux pour leur famille. Voilà ce que je désapprouve.

Q. — Mais n'est-ce pas ce qu'impose la société ?

R. — Si, mais le problème n'avait pas à se poser aussi longtemps que nous n'avions pas de techniques aptes à prolonger la vie. Je pense qu'il y a actuellement une réaction d'opposition. On a de bonnes raisons, me semble-t-il, de vouloir prolonger les vies utiles, heureuses et faciles. Je pense tout autrement lorsqu'il s'agit d'une vie surchargée de souffrances physiques incurables.

Q. — Le problème du milieu dans lequel nous vivons est un de ceux qui retiennent beaucoup l'attention de nos jours. Pourrait-il être question dans notre pays de modifier profondément ce milieu, de mettre fin à la pollution de l'air, de l'eau, du sol, si la décision en était prise ?

R. — La réponse est sans aucun doute : « Oui, ce serait possible ». Cela exigerait un gros effort, mais

nous avons conquis sur des forces physiques un contrôle que nous n'avons jamais eu auparavant. Cela nous permet d'agir profondément sur le milieu qui nous environne, et ce qu'il y a de tragique et de ridicule, c'est que jusqu'à présent, on s'est surtout servi de ce pouvoir pour modifier le milieu dans le mauvais sens.

Q. — Pourquoi ne fait-on rien ?

Q. — Pourquoi ne fait-on rien ? Que faudrait-il faire à votre avis ?

R. — L'éducation du public ? En vérité, jusqu'à une époque très récente, nous n'avons eu aucune idée de ce que nous nous faisons à nous-mêmes.

Q. — Quel rôle le gouvernement devrait-il jouer à cet égard ?

R. — Celui d'un guide imaginaire et constructif. Et si vous me demandez pourquoi on dépense dans le monde 30 milliards de dollars pour aller sur la Lune alors qu'on ne fait rien pour ce qui nous entoure immédiatement sur la Terre, je vous dirais : « Mon ami, c'est là une des excentricités de la démocratie ». J'en suis d'autant plus désolé que je suis passionnément attaché à la démocratie.

Q. — Avez-vous l'impression que le gouvernement exerce une entière domination sur la science dans ce pays ?

R. — Je ne pense pas que le gouvernement en soit entièrement maître. Je ne pense pas que les Fondations privées aient été complètement débordées. Je ne pense pas que les Universités aient été asservies. Mais je crois qu'il y a quelques nuages sérieusement inquiétants à l'horizon.

Q. — De quelle nature ?

R. — L'aide fédérale affectée aux Universités va plutôt directement à tel ou tel chercheur particulier. En principe, elle va à l'Université, mais les rapports sont dans une très large mesure des rapports directs entre tel savant et le gouvernement fédéral.

Il s'ensuit une subtile mais très importante conséquence déplorable : la détérioration du dévouement et de la fidélité de ce professeur à l'égard de l'institution à laquelle il appartient.

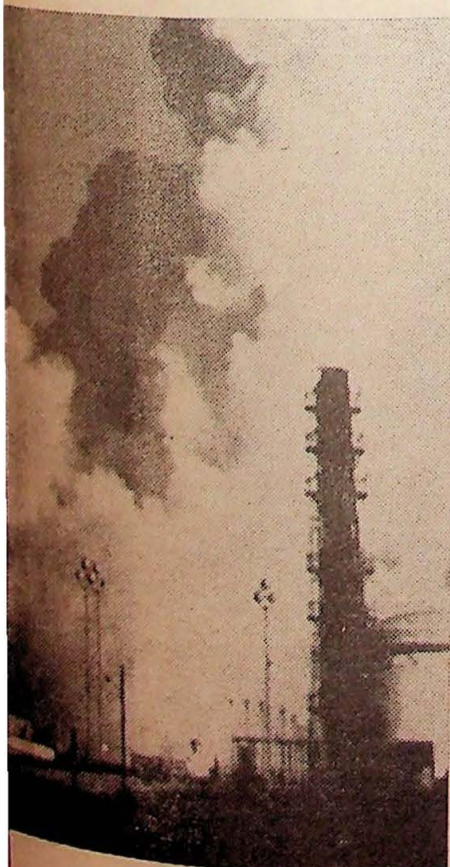
J'ai entendu prétendre que le cœur et l'esprit ont une forte tendance à suivre le portefeuille et je pense que trop de professeurs de nos Universités ne conservent plus le même sentiment de fidélité et de dévouement complets vis-à-vis de leur institution.

En outre, tout cela ajoute au déséquilibre entre la recherche et l'enseignement. Si merveilleuse que soit la recherche, elle n'est pas toute la vie, elle n'est pas tout l'avenir. En fait, la recherche est elle-même une façon de récolter, si vous la considérez du point de vue de ceux qui s'y consacrent ; tandis que l'enseignement est une façon de cultiver. Enseigner, c'est construire pour l'avenir.

Q. — Est-ce que ce sont les savants qui utilisent mal les subventions ou bien est-ce le gouvernement qui les force à abandonner le soin de leurs classes ?

R. — Ni l'un ni l'autre. Il y a simplement que des sommes de plus en

(Suite page 10.)



(Photo A.F.P.)

mettre fin à la pollution.

SAINT-DOMINGUE

Le pari risqué
de Caamano

C'est en avril 1965 que l'affaire de Saint-Domingue éclate. La guerre qui oppose les « Constitutionnalistes » du colonel Caamano, ou la gauche du pays se reconnaît, aux militaires de l'extrême-droite, provoque l'intervention armée directe des Etats-Unis. Ce n'est que le 3 septembre qu'un semblant de solution se dégage avec la formation d'un gouvernement présidé par M. Garcia Godoy et patronné par l'O.E.A. (Organisation des Etats d'Amérique).

Ce gouvernement, à vrai dire, n'est que l'ombre d'un pouvoir et l'on peut se demander dès le mois de septembre si l'on n'a pas reculé pour mieux sauter. Garcia Godoy prétend renvoyer dos à dos les deux forces antagonistes qui s'affrontent chaque jour dans le pays. Un tel arbitrage exigerait que l'on dispose d'une force indépendante et impartiale, ce qui n'est pas le cas avec les troupes de l'O.E.A. toujours présentes dans l'île malgré le départ des seuls « marines » U.S. Cela suppose également qu'une troisième voie soit possible ; or c'est précisément contre une troisième voie que les Américains sont intervenus, volant au secours d'une droite ultra qui n'a jamais rien appris, ni jamais rien compris. C'est cet entêtement caractéristique de la stratégie du tout ou rien qui a fait le colonel Caamano.

Les mois qui suivent l'installation du gouvernement Godoy ne font que confirmer ce raisonnement. Il ne se passe pas de jour que des accrochages ne se produisent entre les deux camps, que des attentats ne soient perpétrés la plupart du temps contre des « constitutionnalistes » que l'illusoire paix civile ne soit remise en question.

Fin décembre, à Santiago, deuxième ville du pays, se déroule le plus grave incident. Quelques jours plus tard, le président Godoy refuse de rejeter sur l'armée régulière la responsabilité des troubles de Santiago. Pourtant la provocation permanente des militaires ultra est patente ; ils ne sauraient désarmer dans une situation aussi instable, à laquelle peu de chose suffirait pour qu'elle bascule et se conforme à leurs vœux : le retour à un trujillisme sans Trujillo. L'attitude plus que dilatoire de Godoy conduit les « constitutionnalistes » à rompre avec lui (ils seront suivis par le « Mouvement du 14 juin », pro-castriste, par la Fédération des étudiants dominicains, etc.).

Mais cette rupture ne signifie pas (ou pas encore) que la guerre civile va reprendre dans toute sa violence.

Il s'agit peut-être d'un dernier coup de semonce. Godoy veut profiter de cette dernière marge qui lui reste, pour éliminer les uns et les autres, au nom d'une impartialité plus qu'incertaine. Et le 6 janvier, il révèle les noms des officiers des « deux bords » qui seront envoyés à l'étranger, débarrassant la scène dominicaine d'une présence trop pesante. Si les principaux leaders sont écartés, on peut penser que les troupes de base se conformeront plus facilement au respect de l'équilibre. Pourtant, et c'était prévisible, les deux camps ne l'entendent pas de cette oreille.

L'armée investit la radio d'Etat, les troupes stationnées en province coupent les routes menant à la capitale. Il faudra que les forces de l'O.E.A. interviennent pour que le radio soit rendu au gouvernement. On peut ainsi mesurer la réalité du pouvoir que ce gouvernement détient. De leur côté, les « constitutionnalistes » lancent un mot d'ordre de grève générale, mais celle-ci ne sera guère concluante : la condamnation que lui porte l'ex-président Juan Bosch, toujours très influent à Saint-Domingue, n'est pas étrangère à cet échec partiel. Des échauffourées, des manifestations, des coups de main, et bien entendu des morts continuent de marquer chacune des étapes d'une dégradation que l'on peut observer à vue d'œil.

C'est dans ces conditions que le colonel Caamano accepte, à la surprise de tous, le poste d'ambassadeur à Londres auquel le destine le gouvernement. Certes, Caamano a fait contresigner à Godoy une promesse que son absence ne serait pas mise à profit pour frapper les « constitutionnalistes ». L'engagement du « nonce apostolique » garantirait de surcroît l'authenticité de la promesse. On comprend les motifs qui ont poussé Caamano : en obéissant aux ordres du Pouvoir, il entend prouver la sincérité de son camp, il entend démontrer que toute solution « démocratique » doit passer par le respect de la légalité. Cependant, on ne laisse pas de se demander si la vertu de Caamano ne se révélera pas comme une erreur tactique et si son départ ne sera considéré comme la preuve d'une faiblesse et utilisé pour relancer une offensive ultra toujours au bord de l'être.

Le pari de Caamano est risqué et l'on ne manquera pas d'en connaître rapidement les effets.

Claude Glayman.

LA HAVANE

Création d'un comité de
coordination des mouvements
révolutionnaires d'Amérique Latine

La « Conférence des Trois Continents », qui a siégé à La Havane du 3 au 14 janvier 1966, a permis non seulement de rassembler pour la première fois les forces révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, mais aussi de mettre sur pied une organisation de solidarité latino-américaine. Cet organisme, dont le siège sera à La Havane, aura pour tâche principale « d'assister les mouvements révolutionnaires en Amérique latine ».

Accroissement du prestige
de la révolution cubaine

Quelques semaines après la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'O.E.A. à Rio-de-Janiero, la conférence de La Havane aura permis de rassembler dans la capitale cubaine les organisations révolutionnaires issues de la révolution socialiste russe d'octobre 1917

et celles venues de la « révolution nationale anticoloniale » de l'après-guerre. Cet événement revêt une certaine importance à l'heure où les Etats-Unis d'Amérique s'efforcent de freiner le processus révolutionnaire en menant une bataille désespérée au Vietnam et en essayant d'étouffer par tous les moyens la jeune république cubaine et les mouvements révolutionnaires latino-américains.

La Havane, siège de la
« Conférence des Trois Continents »

La Havane a été finalement choisie comme siège de la « Tricontinental » malgré l'hostilité de nombreuses délégations, dont la Chine et la R.A.U. Les Egyptiens, qui plaident pour Le Caire, capitale naturelle du Tiers Monde, ont renoncé après une lutte serrée entre Chinois et Russes, à leur candidature. Il semble que la R.A.U. préférerait reporter son intérêt sur



(Photo A.F.P.)

La séance de clôture de la Conférence des Trois Continents. A la tribune (de gauche à droite) : Raul Castro, vice-Premier ministre cubain ; Fidel Castro, DORTICOS, Président de la République de Cuba,

l'actuelle « conférence de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie », organisme défaillant auquel les Chinois s'accrochaient avec l'énergie du désespoir.

Cette bataille, autour du siège de la « Tricontinental » reflète évidemment le conflit sino-soviétique, mais aussi les contradictions naissantes entre les mouvements révolutionnaires, souvent clandestins, d'Amérique latine et des organisations afro-asiatiques, porte-parole des ambitions de « grandes puissances ».

Dans ces conditions, la création d'un organisme latino-américain prend toute sa valeur.

Constitution d'une organisation
de solidarité

Les vingt-sept délégations du continent américain qui participaient à la conférence de La Havane se sont réunies à huis clos au « Habana libre », dans une atmosphère fiévreuse remplie d'éclats de voix, d'autocritiques, de discours passionnés, ne ressemblant en rien aux longues messes stalinienne (où chacun applaudit en temps voulu un aréopage officiant sur une tribune), auxquelles les « révolutionnaires » de la vieille Europe nous ont habitués depuis trente ans.

A l'issue de cette réunion, un communiqué publié à La Havane le 18 janvier précise que les vingt-sept délégations ont formé « une organisation de solidarité latino-américaine, destinée à assister les mouvements révolutionnaires de libération en Amérique latine ». Cet organisme soutiendra, d'autre part, les pays libérés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique et « dénoncera constamment la politique d'agression de l'impérialisme yankee ». Il est composé des comités nationaux révolutionnaires des pays politiquement indépendants et territoires sous tutelle coloniale suivants : Argentine, Bolivie, Colombie, Costa-Rica, Chili, Equateur, El Salvador, Guadeloupe, Guatemala, Guyane française, Guyane britannique, Haïti, Honduras, Jamaïque, Martinique, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto-Rico, République Dominicaine, Trinidad et Tobago, Uruguay, Venezuela, Cuba. Le comité organisateur élu préparera notamment la première conférence de solidarité des peuples d'Amérique latine prévue pour 1967.

Actualité du « castrisme »

Dans un long discours de synthèse, Fidel Castro s'est efforcé au cours de cette réunion de développer les thèses suivantes :

— La victoire de la révolution cubaine n'est pas un accident historique. « Ce que nous avons réussi à Cuba, vous pouvez le réussir chez vous. » Les conditions historiques semblent même plus favorables qu'elles ne l'étaient à Cuba sous Batista.

— Aujourd'hui « l'impérialisme est sur ses gardes » et les Etats-Unis n'accepteront jamais de perdre l'Amérique latine. Dans ces conditions, « tôt ou tard, les peuples devront prendre les armes pour se libérer ».

— « L'unité est une condition essentielle du succès. » Il est « indispensable de surmonter les divergences, les rivalités et les conflits de tendance ».

— La « coordination de la lutte » est une nécessité, ainsi que « l'étude

des conditions objectives et subjectives de cette lutte dans les différents pays ».

Ces prises de position de Fidel Castro tranchent résolument sur les thèses dites « révisionnistes » des Soviétiques où la lutte armée n'est envisagée qu'avec prudence et modération. Pourtant, la liberté de manœuvre du parti communiste cubain, issu de la révolution de 1959, doit être fort limitée par les pressions économiques brandies dans la coulisse. Cette réaffirmation du castrisme par le leader de la révolution cubaine permet dès maintenant de nuancer l'opinion selon laquelle les Cubains se seraient rangés inconditionnellement sous la houlette de l'U.R.S.S.

Victoire soviétique

Telles sont, brièvement résumées, les conclusions de cette première « Conférence des Trois Continents ».

Les Soviétiques, dont l'appartenance au club du Tiers Monde avait été remise en cause à la veille de la conférence prévue à Alger, viennent de remporter à La Havane une victoire certaine. Malgré les attaques incessantes de la Chine, il n'ont à aucun moment été en difficulté. Il est vrai que l'U.R.S.S. a su, en temps voulu, multiplier les promesses, mettre en sourdine ses thèses sur la coexistence, et convenir, du moins verbalement, que la « lutte armée des peuples opprimés » était parfois nécessaire.

Quant à la Chine, elle a pu mesurer son isolement quand il s'agissait de voter les résolutions, même si, comme on le prétend, la plupart des délégués avaient « le cerveau à Moscou et le cœur à Pékin ». Pour la plupart des mouvements révolutionnaires, l'intérêt de cette conférence allait bien au-delà du conflit sino-soviétique ; il était dans cette phrase que Fidel Castro lançait aux Etats-Unis voici quelques années : « La cordillère des Andes deviendra la Sierra Maestra de l'Amérique latine ». Les représentants de l'O.E.A., qui viennent de condamner la « Tricontinental » ne se sont pas trompés. C'est bien avant tout de cela qu'il était question à La Havane, en ce mois de janvier 1966.

Michel Denni.

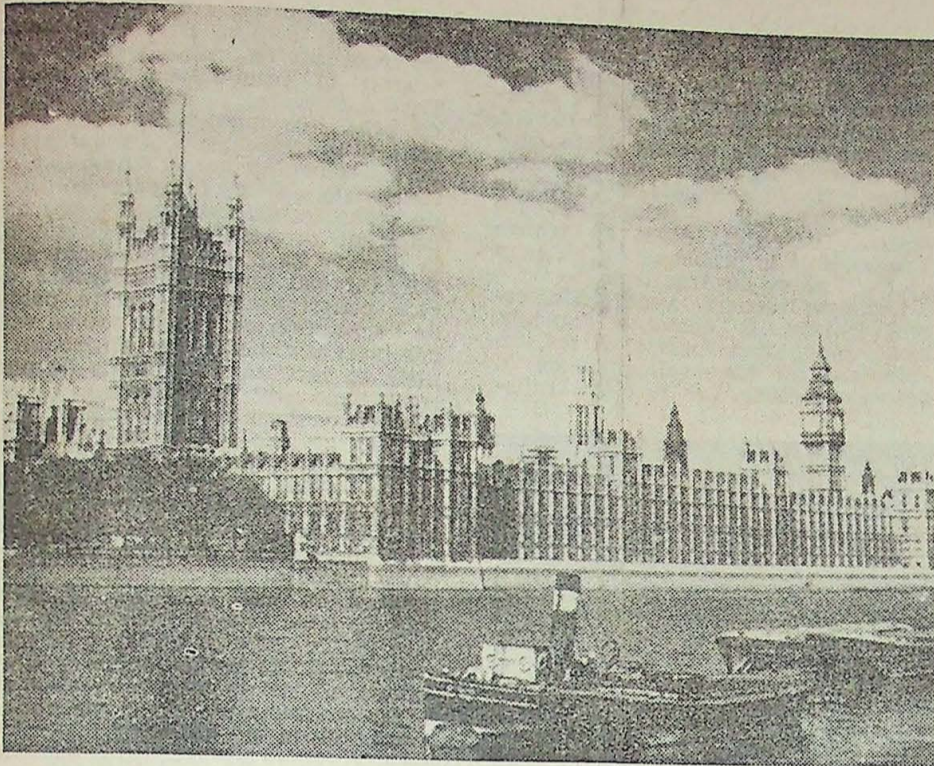
LISEZ
TRIBUNE ETUDIANTE
Mensuel des Etudiants
Socialistes Unifiés

N° 2 : L'Unité, oui, mais pour quoi faire ?
La Gauche aux Présidentielles : faisons les comptes.
Le septennat gaulliste : esquisse d'un bilan économique.
Les marcheurs de la paix.
La Havane, capitale du Tiers Monde en lutte.
Qu'est-ce que l'avant-garde ?
Vingt questions à Eric Losfeld.
A propos de Dashiell Hammett.
L'affaire Ben Barka, par Edouard Depreux.

Adresser les commandes à :
Tribune Etudiante,
81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)
C.C.P. Michel Capron : 494-496
Le numéro : 1 F.
Abonnement 1 an (6 n°) : 5 F.

ANGLETERRE

Wilson a-t-il gagné ?



On ne changera pas les locataires.

Hull, port allongeant ses docks à perte de vue, doit depuis une semaine être une ville plus douce que Nice, dans le cœur des dirigeants du parti travailliste britannique. C'est là en effet que, démentant tous les pronostics, le candidat du « Labour » au nom pourtant peu sympathique Mr. Kevin McNamara, a remporté une victoire qui, compte tenu des circonstances peut être qualifiée de triomphale. Cette élection partielle de Hull nord était, en effet, considérée comme très difficile pour les travaillistes ; en 1964, ils avaient arraché le siège aux conservateurs qui, eux-mêmes, l'avaient acquis en 59 d'extrême justesse, la majorité travailliste n'était que de 1.181 voix. Fait aggravant, et peu banal, dans la vie politique anglaise, cinq candidats se présentaient devant les électeurs et l'un, Mr. Gott, transfuge du Labour, entendait protester contre la mollesse de son ancien parti dans l'affaire vietnamienne et pouvait recueillir un certain nombre de voix. Il faut croire, et c'est dommage, que le Vietnam n'intéresse guère la population anglaise, car Mr. Gott fut ridiculisé et le candidat travailliste fut élu avec une confortable majorité de 5.331 voix et 52 p. 100 des suffrages sur son suivant immédiat, le candidat conservateur, qui réalisait le même « score » qu'en 1964. Le grand perdant de cette bataille étant le parti libéral qui, après une petite percée dans la vie politique anglaise, retombe rapidement à un niveau insignifiant. La place est chère entre les deux partis géants et le bipartisme a encore de beaux jours devant lui.

Mr. Wilson, évidemment, fume sa pipe avec un entrain et une allégresse accrue car cette victoire si elle renforce sa majorité qui n'était plus que de deux voix, prend également dans tout le pays une résonance énorme. C'en est fini des sarcasmes sur ce parti qui ayant remporté une faible majorité en 1964, la voyait fondre lors de chaque élection partielle. Mr. Wilson, après une première année très mouvementée, marquée par le sauvetage acrobatique de la livre et l'affaire rhodésienne où il a fait preuve d'une habileté tactique peu commune a gagné le droit de rester au pouvoir. L'opinion britannique le considère comme un homme d'Etat capable de diriger le pays. C'est déjà beaucoup. Pourtant, si Mr. Wilson a montré qu'il avait un sens politique étonnant, toutes ces belles qualités n'ont jusqu'ici été employées qu'à parer des coups, à se défendre. Le Cabinet britannique a su jouer des événements à son avantage, il n'a pas su les dominer.

La situation économique et sociale du Royaume-Uni, malgré et peut-être à cause du sauvetage de la livre, est toujours aussi mauvaise. La politique étrangère du Labour n'a pas été d'un dynamisme exemplaire malgré le goût de Mr. Wilson pour les affaires internationales, en particulier dans les rapports avec les Américains.

Mr. Wilson ayant besoin des dollars pour soutenir la livre, a dû, en contrepartie, adopter dans l'affaire vietnamienne une attitude de compréhension envers les Américains digne d'un conservateur ayant fait sa carrière militaire aux Indes. Tous les problèmes sont encore posés. C'est pour cela que le chef du gouvernement n'est pas décidé, malgré sa popularité, à provoquer de nouvelles élections.

D'abord, sur le plan de la tactique politique, si le résultat de Hull, porté sur le plan national, donne 150 sièges d'avance aux travaillistes, il n'est pas sûr qu'un tel calcul se révèle exact. Le précédent de Mr. Attlee qui, élu avec une majorité de 5 voix, provoqua l'année suivante de nouvelles élections qui donnèrent pour treize ans le pouvoir aux conservateurs, a de quoi faire réfléchir.

La situation n'est pas mauvaise actuellement pour Mr. Wilson, il n'a que trois voix de majorité à la Chambre, ce qui est tout de même suffisant, mais dans l'opinion britannique qu'il considère comme très importante et dont il connaît admirablement les réactions, sa majorité est beaucoup plus importante. Pourquoi, dans ces conditions, presser les choses ? Après avoir assuré sa position, Mr. Wilson veut maintenant prouver qu'il est capable de redresser la situation économique et relancer l'industrie britannique. Ainsi seulement viendront les élections qui, si elles sont bonnes, permettront au chef du gouvernement travailliste d'appliquer la troisième partie de son plan : l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Mr. Wilson est, en effet, de plus en plus persuadé que l'Angleterre a une structure industrielle beaucoup trop importante pour le pays moyen qu'elle est devenue. Les liens avec le Commonwealth se relâchant chaque jour, la priorité que celui-ci accordait à la mère patrie étant battu en brèche par les autres industries européennes ou américaines.

La solution pour le Royaume-Uni, dangereusement isolé est de rentrer, après quelques siècles d'indépendance magnifiquement orgueilleuse dans la vieille Europe unie, ou en train, malgré quelques convulsions, de le devenir. La Manche est tout de même moins facile à traverser que l'Atlantique. D'autant qu'on commence à Londres, à ressentir un léger agacement de voir la fille de la maison partie à l'étranger, en un mot : l'Amérique, sous prétexte qu'elle a réussi, vouloir dicter sa volonté aux vieux parents. Cela n'est pas une image, l'attachement des Anglais pour les U.S.A. a quelque chose que l'on comprend difficilement sur le continent, tout au moins en France. Cela tient d'une affection presque maternelle. Il n'empêche que l'on n'a pas beaucoup apprécié le voyage de Mr. Steward à Washington pour demander la permission de retirer les troupes britanniques au Sud-Est asiatique et dans le Moyen-Orient, permission refusée d'ailleurs

malgré les lourdes charges d'un tel maintien.

Mr. Wilson aimerait bien prendre ses distances, si étroites soient-elles, à l'égard de Washington. L'isolement étant exclu, il reste le Marché commun et l'intégration militaire dans l'Europe, ce qui permettrait de réduire les lourdes charges causées au Trésor britannique par une armée qui, comme l'industrie, est trop grande pour le pays qui l'entretient. Mr. Wilson peut envisager de tels projets d'un cœur plus tranquille après la

victoire de Hull ; disons qu'il a gagné la première manche, la deuxième risque d'être plus difficile, en particulier sur le plan social, la grève des cheminots, prévue pour le 14 février, en étant le début. Pourtant, après la loi sur les chômeurs qui montre la volonté du gouvernement de faire une politique sociale, le préjugé est favorable. Mr. Wilson n'a pas encore gagné, mais il a maintenant les moyens de le faire.

Michel Joch.

CONCILE

Opinions

Vatican II est terminé et l'on peut dire qu'il est apparu que le prochain concile ne pourra pas attendre un siècle et demi avant d'avoir lieu. Le prochain concile, souhaitons qu'il ait lieu dans vingt-cinq ans, se trouvera bien placé pour achever ce qui a été amorcé par celui qui vient de se terminer.

Les résultats de cet événement sont assez décevants quand on pense à l'énorme quantité d'idées et de propositions qui virent le jour pendant la durée des différentes sessions.

Quelques décisions clés sont encore en suspens, alors que le concile est terminé ; c'est ainsi que l'on ignore encore quelle sera la position de l'Eglise sur la limitation des naissances.

Pendant que les catholiques espagnols faisaient parvenir un message aux pères du concile disant : « Le cas de notre Eglise constitue un test de l'authenticité du renouvellement ecclésial », le cardinal Ottaviani proclamait, dans une interview : « L'Espagne est le véritable espoir et la réalité de l'Eglise. » Janus n'est pas seul à avoir deux faces ! Ne parlons pas du problème de la laïcité de l'école qui est pourtant important et examinons ce que pensent des représentants qualifiés des grandes familles d'Idées.

LE PERE ROUQUETTE : « Le pape Paul VI, lentement, prudemment, en évitant les ruptures violentes ou les heurts brutaux, mais avec continuité et résolution, poursuit une réforme des mentalités et des institutions selon l'esprit du concile. Nécessairement une forte résistance demeure, surtout dans la Curie romaine, des crises de réaction ne sont pas impossibles, des freinages seront sans doute nécessaires, les résultats ne seront probablement pas à la mesure de nos espoirs, de nouveaux abus surgiront et l'Eglise restera toujours à réformer. »

LE PASTEUR FINET : « Dans ce dialogue passionnant (...) le protestant n'a pas du tout l'ambition d'amener les catholiques à se conformer à la situation actuelle du protestantisme qui ne peut être qu'un état de réforme et de recherche permanentes. »

« Et je ne pense pas que les catholiques puissent simplement envisager comme but de leurs efforts le retour des frères séparés dans le giron de l'Eglise romaine telle qu'elle est. Sur ce chemin difficile et parsemé d'embûches, il est probable que le concile du Vatican marque une étape, laisse entrevoir des problèmes, déblaie un peu. Mais on est loin d'être au bout de la route. »

M. ROGER GARAUDY : « Pour un marxiste, ce qui importe c'est ce qui est en train de naître et de se développer, c'est là l'essentiel. Un anticléricalisme vulgaire qui aveuglerait au point d'empêcher de voir et de mesurer la profondeur des changements qui s'opèrent dans la chrétienté serait un crime contre l'avenir du marxisme lui-même. »

« Quels que soient les problèmes à résoudre, les retours offensifs et les pesanteurs du passé, l'Eglise ne sera plus après le concile ce qu'elle était avant lui. Pour les chrétiens, et aussi pour ceux qui ne le sont pas, le concile s'achève, une tâche nouvelle commence. »

Le témoignage le plus enthousiaste est, on le voit, celui du marxiste, le plus nuancé, celui du catholique, bravo. Ces trois conclusions ont un point commun, elles sont toutes les trois tournées vers l'avenir et les possibilités qu'a fait naître le concile, preuve que le présent est tout de même un peu décevant parce que nous avions trop espéré.

Six jours après avoir publié les articles des personnalités citées, *Le Monde* publiait « REFLEXIONS D'UN INCROYANT », chapeautées ainsi :

« Observant que si *Le Monde* du 23 décembre a publié le point de vue d'un catholique, d'un protestant et d'un marxiste sur le concile, aucun incroyant ne s'est exprimé, M. R.-L. Wagner, professeur à l'Ecole pratique des hautes études, nous adresse ces réflexions. »

De ces réflexions, je vous donne comme pour les autres, la conclusion, renvoyant ceux qui veulent les textes intégraux aux numéros des 23 et 29 décembre de *Monde*.

« Il faut dire que son incroyance condamne l'athée à tenir une position incommode, de plus en plus incommode... »

« L'amitié qui le lie avec des croyants l'incline à ne pas les peiner, celle qui le lie avec des communistes n'est pas moins contraignante. Encore rien ne l'empêche de dire à ceux-là que son sentiment passe par-dessus leur foi et à ceux-ci qu'il souffre du peu d'ardeur que leur parti apporte à mener en France l'effort de déchristianisation qu'il mène en U.R.S.S. Mais, en face de ses congénères incroyants par raison, athées par tempérament, quelle attitude aura-t-il ? »

« Craindra-t-il de les compromettre en disant tout haut, usant ainsi du droit que se reconnaissent les croyants, des choses qu'ils pensent en silence ? Agir ainsi ne serait pas loin de se déshonorer. En tout, je préfère être celui qui s'expose et dire après les actions de grâce du Père Rouquette, du pasteur Finet de M. R. Garaudy, la peine que m'a causée ce concile, le caractère dérisoire de ce que je n'ai pu considérer que comme une farce sénile, mon regret que la presse, dans son ensemble, n'ait trouvé là qu'une occasion de bêler, mais surtout la honte que je ressens du silence de ceux qui se trouveraient penser comme moi. »

Il est certain que le concile serait allé beaucoup plus loin si une limite d'âge était fixée pour les évêques résidentiels et si leur mode de nomination était plus démocratique, donc répondant davantage aux aspirations de la base.

Toutefois une fenêtre a été ouverte ; puisse, dans un avenir relativement proche, le prochain concile y laisser entrer un peu plus d'air pur.

Pierre Bourgeois.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Directeur politique : HARRIS PUISAIS

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 31, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

OPINION

Telle Italie, Telle France ?

Le XI^e congrès du parti communiste italien vient de s'achever. Il a dégagé de nouvelles perspectives pour l'ensemble de la gauche italienne.

La candidature Mitterrand, qui s'est voulue une candidature d'union, a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire, si mouvementée, des relations entre la gauche non communiste et le P.C.F.

Le parallélisme est frappant. D'ailleurs Jacques Duclos ne suggérerait-il pas lui-même à la tribune du congrès italien que la réouverture du dialogue entre communistes et socialistes en France pouvait être un exemple pour les communistes italiens ? Un aspect important mérite d'être noté dès maintenant : en Italie, l'initiative unitaire est d'origine communiste et repose essentiellement sur une profonde analyse économique, alors qu'en France cette initiative est d'origine strictement personnelle, reposant davantage sur des considérations tactiques et circonstancielles que sur une réflexion approfondie à propos de la situation de la société française. Cette mise au point permet d'apprécier, d'une part, la position très en retrait dans le domaine idéologique qu'occupe le P.C.F. par rapport au P.C.I. et, d'autre part, la grande fragilité du frontisme français né d'un accord d'états-majors, ne résultant nullement d'une entente sur un programme, si minimum fût-il.

Où en est-on en Italie ? Les réformes profondes que les gouvernements de centre gauche avaient promises (socialisation de la fonction d'investissement, réforme agraire, etc.) ont été abandonnées.

L'échec économique est complet. Par contre, la réussite politique de l'ouverture à gauche n'est pas à mésestimer. En effet, un des buts principaux que s'était fixés les tenants de cette politique a été pratiquement atteint : à savoir l'isolement des communistes. Seuls les tribuns fanfanistes ont jusqu'à présent interdit une réussite totale en ce domaine. Les résultats de l'aperta a sinistra, l'impuissance qui affecte M. Moro en face des offensives du capital, l'abandon de la programmation économique, la démobilisation populaire ont été diversement interprétés par les principaux leaders de la gauche italienne.

Pour les uns (et je pense notamment à G. Amendola) se trouvait vérifiée la preuve de la nécessité pour l'ensemble des forces de gauche italiennes de constituer un vaste mouvement ouvrier dans lequel le parti communiste se fondrait. Une nouvelle majorité gouvernementale d'inspiration socialiste trouverait son efficacité dans la gestion : pour les autres (appartenant aux ailes gauches du P.C.I. et du P.S.I. et au P.S.I.U.P.), la conclusion était sensiblement différente : l'échec de M. Moro prouve, selon eux, que les revendications de G. Amendola, notamment rurales, une fois réalisées, ne s'affirmeraient, à courte échéance, que comme des expédients. A une politique de grignotage, il faut opposer un nouveau modèle de développement, une stratégie à long terme ; le programme des réformes, affirmait lors du congrès le secrétaire des Jeunesses com-

munistes, partisan des thèses de M. Ingrao, leader de la gauche du P.C.I., est un programme de lutte qui doit envisager aussi bien les problèmes économiques que ceux de l'organisation démocratique de l'Etat et de la société. Pour les amis de M. Ingrao, les transformations graduelles ne sont pas suffisantes, c'est dans son ensemble qu'il faut transformer le mécanisme du développement économique. Ces deux thèses pouvant



(Photo A.D.P.)

JACQUES DUCLOS ET LONGO : Des positions rapprochées.

être étudiées à profit par les leaders de la gauche française car elles ont le mérite de s'appuyer sur une expérience concrète. La politique de centre gauche est en Italie une réalité quotidienne. Les leçons que l'on peut en tirer ont donc une portée pratique incontestable. La gauche française connaît à vrai dire des problèmes identiques.

La tentative Defferre ne fut que la reproduction court-circuitée de l'ouverture à gauche italienne. Cette tentative momentanément vouée à l'échec peut, au hasard de la conjoncture, réapparaître sous une autre forme. (M. G. Mollet n'évoquait-il pas, au lendemain de l'échec de la Fédération defferriste, la possibilité d'une éventuelle coalition gouvernementale où cohabiteraient M.R.P. et S.F.I.O. ?)

L'exemple italien est là dans toute sa réalité pour condamner à l'avance un tel choix. A l'initiative du maire de Marseille, succéda celle de Fr. Mitterrand. Les propositions du député de la Nièvre ressemblent par bien des points à celles développées par M. Longo, secrétaire général du P.C.I. lors du XI^e congrès : en Italie, on parle d'un programme minimum assez proche du programme originel du centre gauche ; en France, on parle d'options très voisines de l'horizon defferriste. A vrai dire, le parallélisme peut être poussé encore plus loin : aux thèses de M. Ingrao, correspondent assez fidèlement les in-

quiétudes du P.S.U. : les propositions du candidat de la gauche lors des dernières élections présidentielles tendent à la transformation du système, invoquent le réformisme, celles du P.S.U. visent davantage une attaque de front essentiellement par l'intermédiaire du contre-plan.

Le débat se trouve donc bien circonscrit aussi bien du côté français que du côté italien : d'une part, les tendances modérées affirment que trop de schématisation, de systématisation restreindraient l'éventail des forces qui pourraient se joindre aux troupes communistes dans une grande mobilisation populaire ; de l'autre, les tendances de gauche prétendent que c'est la rigueur et la cohérence même dans la conquête et l'exercice du pouvoir qui entraîneraient les masses flottantes. Ainsi se trouve posé en fait le problème du contenu et des limites du frontisme.

L'analyse cernerait, à ce stade, essentiellement le domaine français. L'exemple italien fournit, certes, un stimulant au renouvellement de la pensée socialiste. Les recettes trans-

mal, ils conseillent le même remède. Ce raisonnement laisse de côté les leçons d'une clarté aveuglante que l'on peut tirer de l'échec du front antifasciste : c'est parce qu'on ne sut pas échelonner les objectifs qui devaient guider l'action populaire, c'est parce que l'on fut incapable de mettre sur pied une véritable programmation économique que l'on dut finalement constater la faillite du mouvement résistant.

Historiquement, l'on se rend ainsi clairement compte des insuffisances du frontisme français. Et pourtant, à travers la candidature Mitterrand, l'histoire semble se répéter une fois de plus. Nos inquiétudes sont d'autant plus légitimes que nous savons pertinemment, comme l'indiquait un spécialiste italien, « qu'une politique de rechange au gaullisme a été habilement proposée à une partie de la gauche (je pense notamment à la S.F.I.O.) par une aile influente du bloc conservateur, que cette partie de l'opposition de gauche évolue vers des positions d'exclusive anticommuniste et vers un programme de plat compromis avec la droite ».

Le defferisme n'est-ce pas un succès de ce néo-capitalisme dont le dynamisme, et je reprends les termes de ce même auteur transalpin, et l'expansion continue des forces productives ne donnent pas seulement à l'économie une certaine marge de jeu permettant des redistributions de revenus ou une politique de plein emploi, mais créent surtout un réseau tentaculaire et puissant de mécanismes d'intégration sociale et idéologique, au niveau de la production et de la consommation, de la vie culturelle et de la vie politique.

Ainsi nos amis italiens peuvent finalement être parfois de mauvais conseillers. Les propositions de G. Amendola et L. Longo, qui ne sont que la copie conforme des thèses de Fr. Mitterrand, ne sauraient suffire sur le plan français. Au terme de cette analyse, on ne peut que souhaiter une bonification quantitative et qualitative des options formulées par le député de la Nièvre. Chaque réforme proposée n'est rien en elle-même, elle ne pourra connaître que l'échec si elle n'est pas insérée dans un cadre global, si elle ne vise pas un long terme, si elle ne repose pas sur un choix rigoureux.

A un système de développement donné, il faut opposer un autre système tout aussi global. D'un frontisme défensif, il faut passer à un frontisme offensif. M. Mendès-France n'affirmerait-il pas, lui qui fut jadis un simple réformiste, mais un réformiste de talent, dans le discours accompagnant son adhésion au P.S.A., que nous ne pouvions plus aborder utilement tous les problèmes posés, chacun à son tour, en prenant le temps, en ménageant des pauses. Non ! affirmait-il, c'est tout le système politique et social qui appelle une transformation globale.

Inévitablement, et au grand désarroi du P.C.F., de telles exigences signifient le dépassement des plates-formes traditionnelles. Inévitablement, l'unité sera d'un type nouveau.

D'utiles précisions pourront nous être fournies prochainement en ce domaine par la rencontre socialiste de Grenoble. Les signataires de l'appel en faveur de cette réunion n'exigent-ils pas que la gauche doit cesser de poser le problème du passage au socialisme en termes généraux dépassés par l'évolution même de celui-ci. « Elle doit, selon eux, renoncer à couvrir d'une phraséologie révolutionnaire les pires pratiques opportunistes. Elle doit formuler en termes clairs ce qu'elle entend faire si elle accède au pouvoir sur quel modèle de société elle entend mener le pays, et par quels moyens elle entend parvenir à ses objectifs ».

En somme, autant d'excellents thèmes de réflexions pour le P.C.F.

DES MILLIARDS POUR LA SCIENCE

(Suite de la page 7)

plus importantes sont disponibles pour la recherche sans préoccupation de ce que fait par ailleurs chaque individu. C'est ce qui a accru le prestige et l'attrait des pures carrières de chercheurs. Je veux parler de la recherche coupée de tout le contexte global qui s'impose dans une vraie Université où doivent s'unir étroitement l'éducation, la recherche et le service public. Une Université qui ne possède pas ces trois éléments fondus en un seul programme ne répond pas à ces devoirs envers la société.

Q. — Qu'advient-il des arts et lettres quand un flot de dollars se déverse sur une Université en faveur de la recherche scientifique ?

R. — Les arts et lettres en ont souffert. Tout ce qui touche aux belles-lettres et aux beaux-arts en souffert. Je me réjouis de voir qu'un certain contre-courant est en train de se développer depuis que de nouveaux budgets nationaux sont affectés à aider les lettres et les arts. Qu'au moins un contre-courant constructif se manifeste voilà qui est tant mieux.

Q. — En tant que savant, pourtant.

R. — Si voué que je sois à la science, je suis en tout cas de ceux qui n'ont pas l'impression que la science est la réponse à tous les problèmes de la vie. Je crois que ce déséquilibre

en faveur de la science et au détriment des arts a été un déséquilibre grave et qu'il faut y remédier.

Il y a aussi le problème du déséquilibre entre les établissements puissants qui peuvent se permettre d'aborder les secteurs modernes de la recherche scientifique en vogue et les petits collèges de culture classique qui ne le peuvent pas. Ce déséquilibre est tout à fait déplorable parce que ces petits collèges de culture classique constituaient une des plus précieuses assises nationales que nous ayons. C'est là que des garçons et des filles de la campagne trouvaient leurs quatre premières années d'apprentissage avant d'accéder ailleurs à l'enseignement supérieur. Un grand nombre des meilleurs étudiants des grands établissements venaient de ces petits collèges. Cela cessera d'être

vrai si ces petits collèges ne peuvent pas avoir de bons professeurs de science. Et comment pourraient-ils avoir de bons professeurs de science s'ils ne peuvent s'offrir ni l'ambiance, ni l'équipement, ni les moyens financiers de la recherche scientifique ?

Q. — Que faut-il donc faire ?

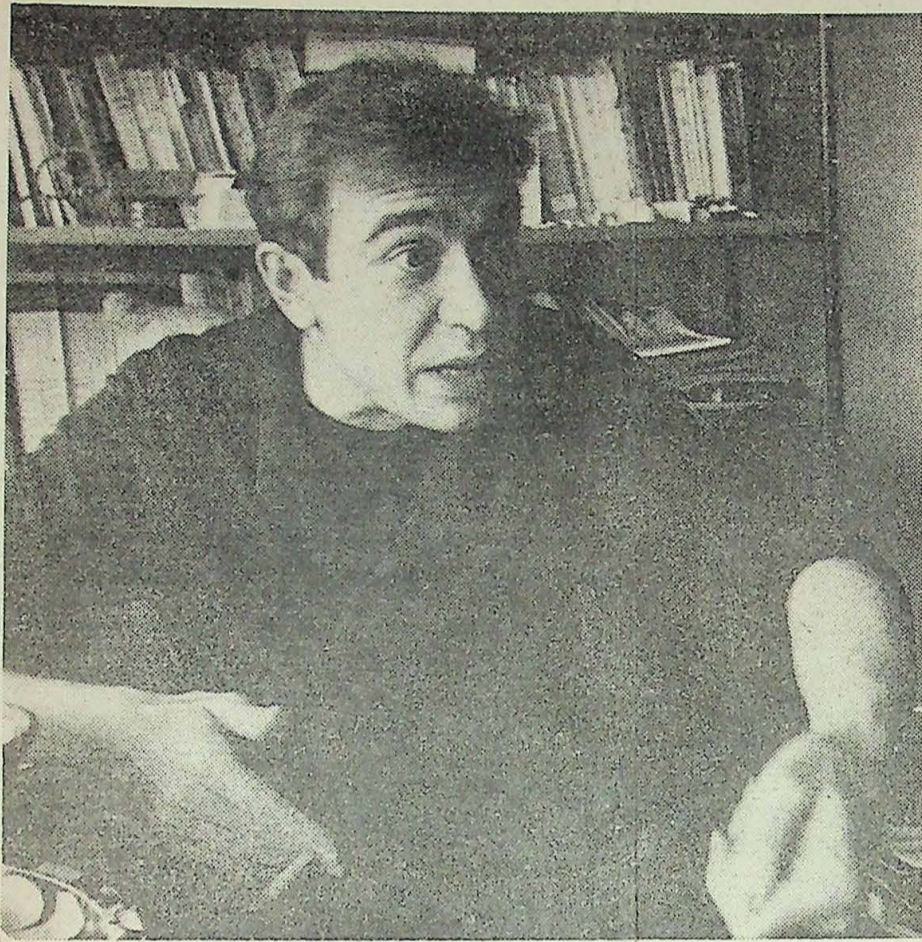
R. — Le gouvernement fédéral devrait consacrer une aide accrue à un nombre plus large d'établissements avec la conscience parfaitement claire qu'il doit le faire sur une base très large sans escompter des résultats à court terme, sans s'attendre à recueillir des quantités de recherches d'un niveau extraordinairement brillant, mais en développant ainsi le potentiel humain de notre pays dans des secteurs où, pour le moment, ce potentiel n'est pas en voie de développement.

THÉÂTRE

Gatti le Magnifique

En pleine affaire Ben Barka, assister au « Sacco et Vanzetti » de Gatti, c'est un peu remonter aux sources. Ces sources ne paraissent pas avoir conquis. Il y a ceux qui affirment que Gatti emmêle tout à plaisir au mépris d'un classicisme bien cartésien ; il y a ceux qui reprochent l'effort que l'on impose à notre imagination, à

mirablement monté il y a deux ans chez Planchon, à l'Odéon. Cela dit, l'efficacité du spectacle, mis en scène par Gatti lui-même, est incontestable. Les trouvailles fourmillent, les emprunts aux diverses techniques sont multiples mais elles atteignent l'authenticité ; enfin, qualité rare, le goût est sûr, la dé-



Gatti : remonter aux sources.

notre perception. Ce sont ceux-là mêmes qui ne goûtent une dramaturgie que sous forme de dossiers linéaires ; ce sont ceux-là mêmes qui ont fini par oublier que ce genre de crimes est toujours embrouillé. Qui veut exploiter et opprimer doit mentir et tromper. Les coulisses des grands ensembles oppressifs et aliénants sont des puzzles qui se désintègrent à l'image du poème de Gatti. La même pulsation. Le télescopage imposé par l'art de Gatti me semble rendre compte à la perfection de l'incroyable confusion dans laquelle barbote toujours une injustice d'état.

Sous quel angle des spectateurs fictifs, à Boston, Los Angeles, Turin, Hambourg, Lyon, se représentent l'affaire ? Point de départ. Mais ce « pirandellisme » échappe à la gratuité du procédé, puisque pour Gatti il s'agit par là de communier avec la lente agonie des deux anarchistes innocents. Si les spectateurs incarnés sur la scène participent et démêlent, les vrais spectateurs de la salle, c'est-à-dire nous, nous comprendrons et prendrons notre part de solidarité. Point d'arrivée ; Gatti a gagné, les quelque six mille yeux et oreilles d'un soir sont pris, ils sont dans le coup, l'indignation atteint un degré qui torture. Je crois même pouvoir dire qu'à chaque représentation une certaine Amérique sera haïe profondément.

Gatti ne détaille pas le procès, comme c'était le cas pour Vilar avec Oppenheimer ; pour lui, comme pour nous, l'innocence de Sacco et Vanzetti c'est l'origine de toute une geste. Pour parvenir à communier, il faut revivre le martyre, être plongé dans l'atmosphère du moment au milieu des choses, des hommes, des bêtes qui le peuplaient. Tous les recoins de la pièce de Gatti concourent à cette recreation qui est simultanément une création. Orage neuf, fertile, ambitieux où l'on voit s'affirmer, s'incarner les conceptions et les visions du dramaturge Gatti.

On ne niera pas qu'une certaine profusion parfois encombre le déroulement des personnages et des faits, que des obscurités déroutent et que l'on a du mal de temps à autre à rattraper tous les wagons. Les canalisation de Gatti éclatent encore sous l'effet du trop grand débit ou de l'assaut lyrique. Pourtant déjà l'on se plaît à détecter une imperceptible discipline qui équilibre le punch d'un Gatti en pleine forme. C'est beaucoup plus que l'« Eboueur G » ad-

monstration ne repose pas sur la facilité ou la démagogie prétendue populaire, même si l'on a parfois recours à une sentimentalité qui appartient d'ailleurs au sujet.

Je songe par exemple au chant des prisonniers que Gatti a gravé dans un très bel air de Tosca. A un autre moment ce sera le procès. Dieu sait à quel point le théâtre contemporain est farci de procès. Mais ici on ne joue pas au plus fin suspense, on n'exhibe pas un duel serré d'argumentations. Le procès est en chair et en os, les témoins mentent, sont truqués, on crie au schématisme et pourtant est-il besoin de s'appesantir là-dessus et ne serait-ce pas faire une part trop belle à une justice qui n'était que parodie ? Non, l'essentiel, c'est le coup sensible, ce mélange de sensations, d'observations symptomatiques, de caricatures, de références aux détails exacts du procès, cette tragique farce qui nous rentre dans l'estomac.

Pour le procès, Gatti se fait minutieux, la séquence est ciselée. A l'opposé, d'autres moments sont comme des coulées de lave qui circulent à une vitesse folle et nous submergent. Un fond « Pop Art » dimensions modernes aux mesures du plateau du T.N.P. Les slogans publicitaires, les graffitis militants, les communiqués d'actualités sous forme de projections comme il est possible d'en lire la nuit au-dessus de la gare Saint-Lazare. L'attention court sans cesse le long de ce fond, à droite, à gauche, à quatre ou cinq endroits simultanés, sur le parvis de la scène, au milieu du multiplex des récitants, des voix intérieures, des propos. Une sorte de libération gestuelle et verbale qui chevauche le temps, la cohérence des routines et qui n'est pas sans rappeler la désintégration du récit telle que s'y livre un Godard.

De ce dernier, Gatti se distingue singulièrement par une allusion politique directe. Mais pareillement sur la scène de l'un, sur la pellicule de l'autre, il y a une vitalité étonnante si rare ailleurs. Une vitalité qui ne prétend à rien d'autre qu'à la vie. Et l'on devine d'innombrables possibilités que Gatti lui-même est loin d'avoir exploitées. Comme chez Godard, la voie des audaces est ouverte. D'où l'étonnante et très belle audace du rapprochement dans le temps avec les Rosenberg. D'où ce final, sec, simple, les trappes, la chaise électrique. D'où un succès. D'où notre gratitude.

Qui n'a pas eu ses Sacco et Vanzetti ? Et qui ne les aura pas demain

ou après-demain ? Pour casser la contagion, des leçons comme celle de Gatti sont indispensables. Grâce à elles il est permis de remonter le chemin d'une justice immédiate pour laquelle un homme vaut un homme. Ni plus, ni moins. Il est grave que cer-

tains ne l'aient pas compris, sinon admis.

Où irait l'art sans cette générosité ?

Claude Glayman.

Chant public devant 2 chaises électriques, au T.N.P.

LIVRES

Blasco

Je n'aime pas les vies des saints, ni qu'on me conte l'histoire au travers des luttes d'un homme, si attachant soit-il. Je suis sceptique sur les possibilités de faire la lumière, c'est-à-dire d'administrer la preuve absolue d'un crime stalinien, à propos d'une disparition survenue dans la clandestinité en 1943 (1).

Malgré cela, ce livre m'intéresse. Blasco est le pseudonyme de Pietro Tresso, membre du Comité central du Parti communiste italien, de 1926 à 1931, exclu du parti en 1931, incarcéré par les polices française, puis allemande, en 1942, évadé grâce à une action de maquisards F.T.P., et disparu en 1943 avec trois autres ex-dissidents du Parti communiste italien, baptisés trotskystes. Très probablement, ces quatre hommes ont été supprimés sur instructions venant de haut et de loin parce que, la libération de l'Italie approchant, ils risquaient de devenir gênants pour le P.C.I.

Blasco n'a guère eu le temps d'être un grand bâtisseur du Parti communiste italien, et après son exclusion, il n'est pas parvenu à rendre très constructive son activité révolutionnaire. Mais le cas est éclairant sur la relation entre un certain type d'autorité dans une organisation politique et un certain type d'analyse politique.

En 1922, Blasco adhère aux thèses de Rome, élaborées par Bordiga (qui devait être arrêté peu après). Ces thèses comportent le refus du front unique et une conception dure du parti, alors que l'Internationale élaborait la notion de période de transition. Cependant, dans les années suivantes, Blasco se rallie à Gramsci et Togliatti, devient l'organisateur du parti en exil et, à ce titre, membre du Comité central. En 1930, la situation n'est plus celle de 1922, où les analyses pouvaient s'affronter. Il n'y a plus de discussion. Or l'Internationale a changé d'opinion sur la tactique en Italie et exige la rupture du

front unique communistes-sociaux démocrates, taxant ces derniers de fascisme. C'est Blasco qui, quoique attaché de cœur à un révolutionnarisme dur, pense pourtant que les sociaux-démocrates, bourgeois, peuvent être un élément dans le combat le plus urgent à mener : la lutte contre le fascisme. Comme on le sait, quelques années plus tard, le P.C.I. eut une nouvelle orientation lorsque, la diplomatie de Moscou aidant, il découvrit les « intérêts honnêtes de l'Italie dans les Balkans ». Gramsci était en prison puis mort.

Ce sont là les événements sur la base desquels Blasco fut déclaré trotskyste. Et alors s'engage l'inférenale logique des procès de tendances. Pour le confondre dans la discussion, on fut jusqu'à inventer l'idée du « Parti chose artificielle ». Blasco répond aisément qu'à ce compte la société aussi risque d'être artificielle. Le livre d'Azzaroni, c'est son principal mérite, cite les textes. La mauvaise foi s'en mêle, la confusion entretenue conduit à la disparition plus que suspecte.

La leçon valable pour tout parti qui se réclame du marxisme est qu'il est presque trop facile de trouver des justifications d'allure marxiste à des détours proprement tactiques. La dialectique a bon dos : il est sûr que Blasco était patriote italien, peut-être à l'excès pour un bon marxiste. Il n'est nullement évident qu'il ait jamais été trotskyste, encore moins anticommuniste. Or, et c'est un point de tristesse pour tous les Français qui rêvent de déstalinisation, en 1964 encore, Togliatti, héros de la déstalinisation, fait à Azzaroni une réponse qu'on ne lit pas sans étonnement, et où il nie que Blasco ait jamais été en butte à l'hostilité du P.C.I.

J. Lautman.

(1) Un livre de A. Azzaroni, avec la collaboration de I. Silone et de P. Naville.)

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre
DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
(Edition Gallimard Hachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur veau ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom..... Profession.....
Adresse..... Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 1

LE 6 FEVRIER 1934 ET LA RIPOSTE DE LA GAUCHE

6 février 1934, 15 h. 30, place de la Concorde. Une masse hulante interdit presque toute circulation. Des réverbères volent en éclats. Un autobus, toutes vitres brisées, flambe. Ce jour-là, le fascisme fait son apparition en plein centre de Paris. De la bouche des gens qui précipitamment s'éloignent, les mêmes questions jaillissent souvent : « Comment a-t-on pu en arriver là ? Qu'attend le gouvernement pour réagir ? »

Les causes du 6 février

Les causes du 6 février sont multiples. Fin 1933 et début 1934, après l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie, la France était atteinte par la crise économique qui sévissait partout dans le monde. Les classes moyennes (chefs d'entreprise, artisans, commerçants) durement touchées devenaient soudain très virulentes ; le chômage accablait la classe ouvrière.

Au même moment, les scandales financiers se multipliaient (Hanaou, Oustric). L'affaire Stavisky allait porter la confusion à son comble. Qui était Stavisky ? Un étonnant aventurier, un escroc qui pendant des années avait tenu le « haut du pavé », et dont la fortune mal acquise s'écroulait subitement en même temps que se découvraient ses manœuvres frauduleuses autour du



(Collection René Dazy.)

L'affaire Stavisky allait porter la confusion à son comble.

Mont de Piété de Bayonne. L'histoire allait connaître un immense retentissement en raison des complicités de Stavisky dans le monde parlementaire, et même au sein du gouvernement radical alors en place.

L'opposition d'extrême-droite, avec ses députés et le concours de la presse (*Paris-Soir* de Prouvost, *Le Jour* de Bailly, *l'Action Française* de Ch. Maurras), jour après jour, semaine après semaine, accusait avec une violence accrue le beau-frère du président Chautemps, le procureur de la République, le ministre de la Justice Raynaldi et le ministre des Colonies Dalimier. Tous deux radicaux, ils durent d'ailleurs démissionner.

Il semble pourtant que ni la confusion politique, ni la confusion économique, ni les scandales n'auraient suffi à déclencher l'émeute si un climat de haine et de violence n'avait pas été créé. Tout le mois de janvier, en effet, sera consacré à des manifestations dont l'ampleur ira croissant... et toutes ces échauffourées provoquées par les ligues (conçues vers 1924 et inspirées des formules du fascisme italien), comme par hasard, se dérouleront presque toujours à proximité de la Chambre des députés. Rappelons-en quelques-unes.

Les grandes manœuvres

— Le 9 janvier, 19 h. : Autour du Palais-Bourbon, manifestation orga-

nisée par l'Action Française (antirépublicaine et monarchiste, chef : Maurras) et par la Fédération des contribuables (chef : Large, militant royaliste).

— Le 11 janvier : Nouvelle manifestation devant le Palais-Bourbon. A l'Action Française s'était jointe la Ligue des Jeunesses Patriotes, de Pierre Taittinger, habituellement spécialisée dans la fourniture d'un service d'ordre aux candidats de droite.

— Le 27 janvier : Manifestation sur les Grands Boulevards.

— Le 28 janvier : dévoilant ses batteries, l'Action Française écrit : « L'affaire Stavisky n'est que le début d'une liquidation générale qui emportera le régime avec elle. »

— Début février : le mouvement s'amplifie, et si les « Croix de Feu » du colonel de La Rocque hésitent encore, l'Union nationale des combattants (U.N.C., dirigeants : Lebecq, Massard, Goy) décide de convier ses adhérents à un défilé de protestation le 4 février. Le cabinet Chautemps, ayant pris entre temps le parti de démissionner, l'une des premières démarches du nouveau cabinet (Daladier) sera d'obtenir des dirigeants de l'U.N.C. un contre-ordre. Il y parviendra.

Tout paraissait donc momentanément rentrer dans l'ordre, lorsque la « bombe » éclata. Daladier venait de révoquer le préfet de Police, Jean Chiappe, très populaire dans les milieux de droite, et à qui on reprochait d'avoir trop ménagé les manifestants d'extrême-droite durant les désordres de janvier.

Aussitôt l'U.N.C., d'une part, les groupements d'extrême-droite (Croix de Feu, Act. Franç., Jeun. Patriotes, Solidarité Française du Commandant Renaud), d'autre part, décidaient pour le mardi 6 février une manifestation de masse. Cette fois l'épreuve de force était inévitable.

Le 6 février 1934

Pendant des heures, Paris va connaître une émeute sanglante. Rien n'y manquera : autobus renversés ou incendiés, lampadaires brisés, bancs arrachés, barricades... De violentes bagarres opposent presque sans interruption une foule en furie au service d'ordre exaspéré. Au Palais-Bourbon, la séance continue... Face à une Chambre un peu désespérée, Léon Blum se prononce pour la résistance et affirme la résolution du groupe socialiste « de barrer la route à l'offensive outragée de la réaction fasciste ». Dans la rue, l'émeute gronde, et le bruit des coups de feu parvient jusqu'à la salle des séances. Sur décision du président, la Chambre se vide...

— 22 heures : le cercle se resserre, la foule grossit, la police bat en retraite. Des renforts sont demandés et la troupe arrive. La situation s'éternise. Charges et contre-charges se succèdent devant cet édifice devenu symbole.

— Minuit : une dernière contre-attaque ; une violente fusillade qui dure cinq bonnes minutes. Cette fois le Palais est dégagé, mais les morts et les blessés jonchent le sol.

Plus tard, les manifestants se reforment et, en colonne, marchant au pas, ils montent les Champs-Élysées vers l'Étoile. Autour d'eux c'est le champ de bataille : grilles tordues, bicyclettes, chevaux de bois des marchands, amas de cailloux, morceaux de fonte...

Bilan de la journée : 23 morts, des centaines de blessés.

Étaient-ils tous des fascistes, ces manifestants du 6 février ?

Certains l'étaient indiscutablement : croix de feu de La Rocque, camelots du roi et autres groupes activistes.

Mais ils ne l'étaient pas tous, ces Anciens combattants, venus manifester sans arme contre « les voleurs », et qui ne comprenaient pas qu'ils servaient la cause du fascisme français,



Le 12 février, c'était la grève générale.

(Photo Keystone.)

rêvant de prendre le pouvoir à la façon des nationaux-socialistes hitlériens.

Comme ne l'étaient pas non plus les communistes qui, répondant à l'appel de leur journal, manifestaient ce soir-là dans la rue et risquaient de créer une dangereuse confusion.

Le 7 février au matin, après cette nuit terrible, Paris est calme. Daladier et son gouvernement, au lieu de proclamer l'état de siège et de prendre les mesures qui s'imposaient devant « cette tentative à main armée contre la sûreté de l'Etat », donnent leur démission pour « ne pas employer les soldats contre les manifestants ». Il appartenait donc à la gauche de défendre seule la République menacée.

La riposte de la gauche

— Le 6 février, dans la nuit, les responsables de la Fédération S.F.I.O. de la Seine (Zyromsky, Descourtieux, Marceau Pivert...) avaient déjà pris contact avec les communistes afin de « former une barricade infranchissable au péril fasciste ». Ils envisageaient également une manifestation pour le 8. Devant l'interdiction gouvernementale et le refus des communistes de se joindre à eux, ils y renoncèrent.

— Le 7 février, la C.G.T. décide une grève générale pour le 12.

— Le 9 février, malgré le veto gouvernemental, les communistes « descendent dans la rue » et de violentes bagarres les opposent aux « forces de l'ordre ». Tout le quartier de la République est en état de siège et, de 19 h. à minuit, les militants communistes, auxquels se sont joints de nombreux socialistes, se battent farouchement avec la police. Des coups de feu sont échangés. Le bilan est lourd (six morts, des centaines de blessés).

— Le 12 février, enfin, grève générale et manifestations de masses. Des millions de Français cessent le travail. Dans toutes les villes, grandes ou petites : à Marseille, à Lille, à Roubaix, à Toulon, à Limoges, à

Montpellier, à Calais, d'imposants meetings témoignent de l'attachement populaire à la République.

A Paris, l'après-midi du 12 février, place de la Nation, se déroule la manifestation organisée par la S.F.I.O. Autour de la fontaine, en sens inverse, tournent le cortège socialiste et le cortège communiste (le P.C. ayant enfin accepté de se rallier à une action commune). La jonction se fait au cri mille fois répété d'« Unité », et l'« Internationale » éclate soudain. La gauche vient de se retrouver. Face aux menées fascistes, le peuple de France avait prouvé qu'unifié il était fort, et sous la pression des masses populaires les appareils politiques, abandonnant leur sectarisme et leurs divergences, allaient passer insensiblement du rapprochement au rassemblement. Et l'année 1934 devait être décisive en ce sens.

Dès les mois de mars, les intellectuels constituent le Comité d'action antifasciste et de vigilance (Rivet, Langevin, Alain). Passant à l'antifascisme offensif, le Comité déclarait dans un manifeste qu'« il ne s'agissait pas de conserver le monde présent, mais de le transformer ». Il obtint un incontestable succès en province, et permit à Paris, à certaines personnalités politiques, de maintenir entre elles des contacts sans engager officiellement leur parti.

Le 27 juillet 1934, malgré la mauvaise humeur de certains leaders, grâce à l'intelligence politique de quelques dirigeants, et surtout à cause du désir profond d'unité des militants communistes et socialistes, un pacte d'unité d'action contre le fascisme était signé entre les deux partis.

Désormais, la route du Front populaire était ouverte. Les événements de février 1934 avaient démontré que contre l'union des partis et syndicats ouvriers le fascisme était impuissant. Restait maintenant à prouver que la gauche unie pouvait assumer la responsabilité du pouvoir, et que le pays lui faisait pleinement confiance.

Claude Bancel.